

La fin des comptoirs français

La politique française de Nehru (1947 - 1954)

Claude Arpi

Collection des Pavillons

Auroville

Les Pavillons internationaux d'Auroville sont un large espace ouvert à toutes les formes de réflexions intellectuelles, de représentations vitales et de manifestations physiques permettant de montrer et de manifester les tendances des êtres humains au développement de l'Unité Humaine.

La Collection "Pavillons" présente cette recherche permanente vers l'Unité Humaine dans des domaines aussi variés que l'histoire, l'éducation, les sciences humaine, l'environnement, la culture et l'art.

*Publié par le **Pavillon de France à Auroville***

Auroville 605101 TN Inde

Tel : 91- 413-2622122

© Claude Arpi

Pour tout renseignement sur le Pavillon de France, écrire

Auroville 605101 TN Inde

Tel : 91- 413-

Email :

septembre 2001

Tables des matières

Table des matières	3
Brève Chronologie des Relations Franco-indiennes	6
Introduction	8
Archives et Documents	10
A- Fondations de la politique étrangère de Nehru	11
1- Nehru, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères	11
2- La Politique de non-violence	11
Empereur Asoka	12
Gandhi	14
3- L'Asie et la domination occidentale : la théorie de Panikkar	16
4- La décolonisation	19
5 -La Politique de Non-alignement	22
6- Le Rôle de l'Inde dans le monde	25
7- Influence de la Révolution française	27

B- La politique française de Nehru	30
1- Introduction	30
2- Les Etablissements français	31
3- 1947 : les premiers pas dans les relations franco-indiennes	34
a- Une Ambassade ou une Légation ?	34
b- L'Indochine déjà	35
c- Accord sur les transports aériens	37
d- Une première entrevue	39
e- Rôle des Britanniques	44
f- L'Inde est indépendante	45
Un silence étrange : la cession des Loges?	47
Entrevue avec le Sénateur Subbiah	48
Déclaration conjointe	49
Visite de Maurice Schumann	50
4- La mise en œuvre de la politique étrangère indienne : quelques aperçus des relations franco-indiennes	53

a- La question du referendum	53
b- Nehru et le processus de décolonisation	60
c- Certaines autres difficultés de Nehru	65
d- Nehru et la politique pondichérienne	70
e- Les volte-face de la politique pondichérienne	72
f- La Conférence de Genève et les Etablissements français en Inde	80
g- La signature de l'accord de Genève	86
Conclusions	91
Bibliographie	93

Brève chronologie des relations franco-indiennes

Juillet 1946	Nehru élu chef du gouvernement provisoire
27 mai 1947	A Delhi, première entrevue Nehru, Baron et Roux
16 juillet 1947	Accord sur les transports aériens
12 août 1947	Lettre de Bidault à Nehru (Cession des Loges)
août septembre 1947	Emeutes inter-religieuses dans le nord de l'Inde
15 août 1947	Indépendance de l'Inde Partition du sous-continent
28 août 1947	Déclaration conjointe
27 septembre 1947	Début de la visite de Maurice Schuman en Inde
3 octobre 1947	Cession officielle des Loges
24-26 octobre 1947	Attaque des commandos (raiders) pakistanais sur Srinagar
27 octobre 1947	Accession du Cachemire à l'Union indienne
8 juin 1948	Déclaration du Gouvernement français
29 juin 1948	Echange de lettres entre l'ambassadeur Lévi et Nehru

21 octobre 1948	Révolte à Mahé
24 octobre 1948	Elections municipales dans les comptoirs du sud de l'Inde (Pondichéry, Yanaon, Karikal)
19 novembre 1948	Résolution du Congrès national indien de Jaipur en faveur de la fusion des Etablissements français avec l'Union indienne.
1 avril 1949	Terminaison par l'Inde de l'Union douanière
1 août 1949 pour	Référendum à Chandernagor : le comptoir se prononce l'union avec l'Inde
2 février 1951	Cession de Chandernagor
1952-1954	Blocus économique
13 mars 1954	Début des combats à Dien Bien Phu
26 avril 1954	Début de la Conférence de Genève
29 avril 1954 Tibet	Accords de Panch Sheel entre l'Inde et la Chine sur le
7 mai 1954	Chute de Dien Bien Phu
14 mai 1954	Début des négociations franco-indiennes à Paris.
4 juin 1954	Echec des négociations franco-indiennes.

12 juin 1954	Chute du gouvernement Laniel
19 juin 1954	Mendes-France nommé Premier ministre
25 juin 1954	Première visite en Inde de Zhou Enlai, Premier ministre chinois
6 juillet 1954	A Paris, décision de principe du Cabinet des ministres cession des Etablissements français en Inde <i>sans</i> référendum
20 juillet 54	Accords de Genève sur l'Indochine
29 juillet 1954	Acceptation par Nehru du plan de cession des Etablissements français
6 septembre 1954	Signature du traité de l'OTASE
18 octobre 1954	Vote 'populaire' en faveur de l'union avec l'Inde
1 novembre 1954	Cession (<i>de facto</i>) de Pondichéry
28 mai 1956	Traité de cession des Etablissements français en Inde
18 mars 1962	Accords d'Evian sur l'Algérie
12 juillet 1962	L'Assemblée nationale passe le projet de loi autorisant la ratification du Traité de 1956
16 août 1962	Echange des instruments de ratification (transfert <i>de jure</i>)

La fin des Comptoirs français

La politique française de Nehru (1947 - 1954)

Le 15 août 1947, l'Inde devenait indépendante.

Après plus de 200 ans de colonisation britannique, la lutte pour l'indépendance, commencée au début du siècle, aboutissait enfin.

Cet événement ne devait pas avoir des répercussions seulement pour l'Inde et ses voisins, mais aussi partout en Asie, en Afrique et jusqu'en Occident.

Soudainement, il y avait une nouvelle donne.

La France, comme les autres nations occidentales, n'avait eu des relations jusqu'alors qu'avec l'Inde au travers du gouvernement de Sa Gracieuse Majesté. Nous nous proposons d'étudier la politique étrangère de Nehru et son application aux relations entre l'Inde et la France depuis l'accession de l'Inde à l'indépendance en 1947, jusqu'à la cession *de facto* des Etablissements français en Inde en 1954 – ce qui correspond à la première période du gouvernement Nehru. En fait, nous verrons que les relations entre l'Inde et la France débiteront dès la fin de l'année 1946, lorsque Nehru, en tant que Président du Congrès national indien, commença à assumer la direction du gouvernement provisoire de l'Inde

Dans une première partie de cette étude, nous analyserons les grandes lignes de la politique étrangère de Nehru, et dans la seconde partie, nous chercherons comment, dans les faits, cette politique parfois très idéaliste du Premier ministre indien, qui devait faire face à de nombreux problèmes pratiques de gouvernance et de relations diplomatiques, devra être 'diluée'. Cette époque verra l'aboutissement de la Conférence de Genève sur l'Indochine qui sera immédiatement suivie du transfert *de facto* à l'Union indienne des Etablissements français en Inde. Nous explorerons le lien entre les deux événements.

Archives et documents

Avant de débiter cette étude, nous devons quand même dire un mot de la difficulté d'accès aux archives indiennes, fermées à tout chercheur indépendant depuis 1947.

Il est dommage, au point de vue historique, que des chercheurs n'aient pas la possibilité d'étudier ces trésors du passé enfermés dans les armoires du South Block¹ ou de la Nehru Library². Cela aiderait sans aucun doute l'Inde (et les amoureux de l'Inde) à jeter une nouvelle lumière sur certains aspects de la guerre froide, en particulier les premiers pas du mouvement non-aligné, la question du Cachemire et certains aspects des relations entre la France et l'Inde. Cela contribuerait sans doute aussi à exorciser le traumatisme de la guerre indo-chinoise de 1962. Mais rien ne nous empêche d'espérer qu'un jour il en sera autrement.

Il ne nous restait donc qu'à consulter les 27 volumes déjà parus dans la *Second Series* des « *Selected Works of Jawaharlal Nehru* ». Cette déclassification partielle correspond à la période entre 1946 et 1955. Elle a été entreprise par le *Jawaharlal Nehru Memorial Fund* à New Delhi, institut créé par le gouvernement indien pour promouvoir et préserver la pensée nehruvienne.

Malheureusement, le processus de publication est très lent, et comme un maximum de deux volumes est publié chaque année (ces deux volumes ne couvrant pas même une année), il faudra encore attendre au moins dix ans pour arriver à la fin de la carrière politique de Nehru.

S'ajoute à cela le monopole de la famille Nehru/Gandhi sur les œuvres de Nehru. La publication de ces volumes est contrôlée par les héritiers de la famille Gandhi (en l'occurrence Mme Sonia Gandhi) et le choix des textes ou lettres peut dans certains cas prêter à discussion.

A part cela plusieurs autres sources officielles ont été consultées.

- *The Biography of Jawaharlal Nehru*³ (3 volumes) de S. Gopal

¹ Le Ministère des Affaires extérieures de l'Inde.

² La Bibliothèque Nehru.

³ *La Biographie de Jawaharlal Nehru*.

- Quelques livres écrits par Nehru :
*Autobiography*⁴
*The Discovery of India*⁵
*The Foreign Policy of India*⁶
*Glimpses of World History*⁷
*Letters to the Chief Ministers*⁸
- Les Archives de Pondichéry.
- La Bibliothèque de l'Institut Français de Pondichéry.
- Certaines lettres/télégrammes/mémos sur la Conférence de Genève aux Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères à Paris.

A- Fondations de la politique étrangère de Nehru

1- Nehru, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères

Pour commencer nous devons faire remarquer que Jawaharlal Nehru a exercé un monopole sans pareil sur les affaires étrangères de l'Inde, ayant été, en même temps, Premier ministre et ministre des Affaires extérieures depuis le premier jour après l'Indépendance de l'Inde jusqu'à sa mort en mai 1964.

On peut dire qu'en quelque sorte la politique étrangère de l'Inde et la politique de Nehru ne faisaient qu'une.

Cela aura aussi un corollaire : le fait que Nehru ait dû s'occuper de la politique extérieure en plus de toutes ses autres charges pèsera d'un poids parfois trop lourd sur ses épaules et il ne sera pas toujours en mesure de donner toute l'énergie et la concentration nécessaires pour offrir une direction concrète à ce pays neuf.

⁴ *Une Autobiographie.*

⁵ *La Découverte de l'Inde.*

⁶ *La Politique étrangère de l'Inde.*

⁷ *Aperçus sur l'Histoire du monde.*

⁸ *Lettres aux Premiers ministres des Etats.*

Mais voyons tout d'abord les grandes lignes de cette politique qui sont énoncées dans une publication intitulée *India's Foreign Policy*, éditée par le Département des publications du ministère des Affaires extérieures indiennes, des écrits de Jawaharlal Nehru

2- La politique de non-violence

Le premier pilier de la politique étrangère de Nehru est l'utilisation de la non-violence pour aboutir à une co-existence pacifique entre nations. Deux grandes figures influencèrent Nehru sur cet aspect de sa politique : l'empereur Asoka et le Mahatma Gandhi.

Empereur Asoka

Asoka vécut au troisième siècle av. J.-C. Il était le petit fils de Chandragupta, le fondateur de l'empire Maurya. Durant le règne d'Asoka, l'Inde vit son influence culturelle et spirituelle s'étendre jusqu'au confins de l'Asie Centrale au nord et Ceylan dans le sud. Après avoir été gouverneur des provinces du nord-est⁹, Asoka accéda au trône en l'an 273 av. J.-C.

Pour le jeune empereur, une province restait à conquérir pour atteindre le Golfe du Bengale : Kalinga.¹⁰ Durant la guerre qui s'ensuivit, les habitants de cette province se défendirent si vaillamment qu'Asoka et ses troupes durent laisser, afin de conquérir Kalinga, plusieurs centaines de milliers de morts sur le champ de bataille. Ce jour-là, l'empereur, voyant les morts qui l'entouraient de tous côtés, eut une des plus profondes expériences spirituelles de l'histoire de l'humanité : il se convertit au bouddhisme et se jura de ne plus jamais ôter la vie à d'autres êtres humains.

Pour faire connaître ses nouvelles résolutions à son peuple et inciter ce dernier à le suivre, Asoka plaça à tous les coins de l'empire des édits écrits sur des colonnes de pierre et des rocs. Un de ces édits déclare : « *C'est le désir de Sa*

⁹ Taxila située près de Rawalpindi (aujourd'hui au Pakistan), était la capitale de cette province.

¹⁰ L'Etat actuel de l'Orissa.

Majesté que tout être vivant trouve la sécurité, le bien-être et la joie ». Plus de 2000 ans plus tard, Nehru devait s'inspirer de ces édits.

Dans son livre *The Discovery of India*, Nehru commenta :

... Ce souverain étonnant, encore aujourd'hui bien-aimé, aussi bien en Inde que dans de nombreuses régions de l'Asie, se consacra à la propagation des enseignements bouddhistes, il prêcha la vertu et la bonne volonté et il fit construire des bâtiments publics pour le bien commun. Il n'était pas un spectateur passif des événements, perdu dans sa contemplation et ses progrès personnels, mais il travailla dur pour le bien de tous.¹¹

Pour Nehru, le grand empereur était certainement un modèle et c'est à Asoka que Nehru emprunta le concept de co-existence pacifique :

L'idée de co-existence pacifique n'est pas une nouvelle idée en Inde. Cela fait partie de notre façon de vivre et c'est aussi ancien que notre pensée et notre culture. Il y a 2200 ans, Asoka proclama et inscrivit ce concept sur des rocs et des pierres. Un grand fils de l'Inde, Asoka nous a enseigné qu'il fallait respecter la croyance des autres et qu'une personne qui porte sa propre foi aux nues et dit du mal de celle de son voisin, en fait, nuit à sa propre foi. Cette leçon de tolérance, de co-existence pacifique et de coopération, l'Inde y a cru depuis des siècles.¹²

Cela aboutira en 1954, à la formulation de la politique du 'Panch Sheel' ou les 'cinq principes' de co-existence qui deviendra le principal slogan de la campagne pacifiste de Nehru en Asie dans les années cinquante.

Ces cinq principes étaient :

- co-existence pacifique,
- non-ingérence dans les affaires internes des autres,
- égalité et bénéfices mutuels,
- non-agression et
- respect de l'intégrité territoriale des autres nations.

¹¹ Nehru, Jawaharlal, *The Discovery of India*, (New Delhi :Oxford University Press, 1981), p 133.

¹² Nehru, Jawaharlal, *India's Foreign Policy* (New Delhi: Publication Division, 1961), p. 101.

Nehru voulait que les relations entre tous les Etats soient basées sur ces principes généraux. Ce qu'on ne sait généralement pas, c'est que ces cinq principes ont été les cinq clous dans le cercueil d'un pays pratiquement indépendant depuis plus de deux millénaires : le Tibet. Le fameux accord du *Panch Sheel* intitulé « Accord entre la République indienne et la République Populaire de Chine pour le commerce et autres relations entre la Région chinoise du Tibet et l'Inde » avait été signé entre l'Inde et la Chine en avril 1954 sur le dos d'une nation pacifique. La dernière clause en particulier avait été ajoutée par les Chinois qui venaient de s'approprier le Tibet et qui ratifiaient ainsi 'légalement' cette annexion en jurant sur les cinq principes. On doit dire, tout de même, que ces principes sont ceux qui régissent en général les relations diplomatiques entre nations.

Gandhi

La seconde personne qui influença Nehru dans son approche non-violente est Gandhi. Cette influence est trop bien connue pour nous nous y étendions. Dans une certaine mesure, l'indépendance de l'Inde avait été obtenue par la lutte non-violente du Congrès national indien menée par Gandhi. Bien que l'on dise souvent que les Britanniques sont partis sans effusion de sang, ce n'est pas complètement vrai si l'on tient compte des centaines de milliers de morts laissés pour compte au moment de la Partition de l'Inde. Cette division (dissection, disent certains) ayant été faite sur la base des communautés religieuses, a été désastreuse pour l'Inde et pour le Pakistan : l'un et l'autre en souffrent depuis plus de cinquante ans maintenant. Néanmoins, la non-violence avait été sans aucun doute un des outils les plus efficaces pour obtenir le départ des Anglais. Cela explique, nous le verrons, que Nehru était bien déterminé à utiliser des moyens similaires pour forcer les Français (et les Portugais) à quitter l'Inde à leur tour.

Une petite remarque de Nehru, à propos des besoins militaires du pays, nous montre jusqu'où ce principe, qui n'était qu'un instrument au départ, pouvait le mener.

Absurdités, inepties totales. Nous n'avons pas besoin de plan de défense. Notre politique est la non-violence. Nous n'envisageons pas de menaces militaires. Démantelez l'armée. La police est suffisante pour faire face à nos besoins de sécurité.¹³

Ainsi parlait le Premier ministre indien au début de 1947. Peu après l'indépendance, le commandant en chef des forces armées (un Anglais) avait rédigé le premier document concernant des menaces pesant sur la sécurité de l'Inde. Le texte contenait des recommandations en vue d'assurer la sécurité de la nation nouvellement indépendante et demandait des directives au gouvernement au sujet de la politique de défense. C'est quand le général Sir Robert Lockhart l'apporta au Premier ministre, que ce dernier répondit avec ces incroyables remarques citées plus haut. Le nouveau gouvernement indien avait décidé qu'il serait le champion de la non-violence. Il pensait pouvoir prouver au monde que problèmes et crises peuvent se régler sans recourir à la force.

Ce n'est qu'après les attaques des *raiders*¹⁴ pakistanais sur le Cachemire en octobre 1947 et les destructions, viols, pillages qui s'ensuivirent que Nehru dut altérer sa position par trop idéaliste -- et ce d'ailleurs, à l'instar de Gandhi, pour qui il n'y avait pas de doute que l'Inde devait se défendre en cas d'attaque pakistanaise.

Mais cette position parfois irréaliste allait dans un premier temps donner beaucoup de partisans et d'admirateurs à Nehru. Celui-ci déclarait aux Nations unies :

Je voudrais que de plus en plus de pays dans le monde décident qu'il n'y aura pas d'autres guerres, quoi qu'il arrive. Je voudrais que les pays d'Asie – je parle maintenant de nos voisins – et les autres pays aussi, fassent bien comprendre à ceux qui font la guerre, que nous resterons calmes et que nous n'entrerons pas dans l'arène du conflit, que nous essaierons de notre mieux d'épargner [la

¹³ Cité par K. Subrahmanyam dans un article du *Times of India*, du 8 mai 1997, "*Arms and the Mahatma*". C'est un extrait de la biographie du Maj. Gén. A.A. Rudra, rédigée par le Maj. Gén. D.K. Palit.

¹⁴ Commandos ne faisant pas partie de l'armée régulière pakistanaise.

guerre] à notre région ainsi qu'à toutes les autres.

Je voudrais aussi déclarer que nous sommes contre l'utilisation de ces armes modernes horribles [armes biochimiques] et voudrions que les autres pays aient la même position.¹⁵

Dans le même discours, Nehru ajoutait :

Nous ne participerons pas à la guerre froide qui, je pense, est d'une certaine façon pire qu'une guerre où l'on se tue. Une guerre où il y a des morts est bien sûr désastreuse, mais, à mon sens, une guerre froide est beaucoup plus avilissante.

En ce qui concerne la France, nous verrons que c'est en vertu de cette grande tolérance que Nehru s'opposera toujours aux moyens militaires ou même 'politiques' pour conquérir les Etablissements français¹⁶ même si ceux-ci revenaient de juste droit, pensait-il, à l'Inde.

Un des corollaires de cette politique est l'importance du désarmement, et les actions de Nehru sur ce plan-là n'étaient parfois pas si loin de la position française.

3- L'Asie et la domination occidentale : la théorie de Panikkar

Nous en arrivons à un deuxième aspect qui a influencé la politique de Nehru : l'émergence de l'Asie comme une nouvelle force dont il faut tenir compte, après la fin de la domination occidentale en Asie et en Afrique. Une des personnes qui aida Nehru à donner une direction à sa politique étrangère, fut celui de son ami et conseiller K.M. Panikkar.

Avant de devenir le mentor de Nehru pour les affaires asiatiques et l'ambassadeur de l'Inde en Chine, Panikkar était un historien qui avait écrit plusieurs livres sur la colonisation portugaise sur la côte du Malabar.¹⁷

¹⁵ *India's Foreign Policy*, op. cit., p. 58.

¹⁶ Bien que, nous le verrons, les membres du Congrès n'hésiteront pas dans certains cas à utiliser des moyens violents pour faire aboutir leur politique 'pacifique'.

¹⁷ Aujourd'hui Kerala. Son principal ouvrage sur le sujet est intitulé « *Malabar and the Portuguese* ».

Durant les mois qui suivirent sa nomination à Pékin et dans l'attente de la ratification de son poste par Mao Zedong, Panikkar s'affaira à réécrire l'histoire indienne et asiatique "du point de vue des Asiatiques eux-mêmes". C'est au cours de cette période que son ouvrage *Asia and the Western dominance*¹⁸ avait été révisé. La thèse centrale du livre consistait à dire que tous les pays d'Asie avaient été dominés par des impérialistes étrangers, qu'ils avaient souffert les mêmes calvaires au fil des siècles, et que, par conséquent, après s'être libérés de la "domination occidentale", ils devaient se retrouver ensemble en un combat uni contre le retour de tout impérialisme 'blanc'.

Panikkar pensait que la domination occidentale était caractérisée par la domination d'un pouvoir maritime sur un bloc continental. Pour le citer, la domination occidentale se caractérise par :

...l'imposition d'une économie marchande sur des communautés dont la vie économique n'a pas été basée, dans le passé, sur le commerce international, mais principalement sur la production agricole et les échanges intérieurs et les échanges intérieurs et finalement par la domination des peuples de l'Europe qui avait la maîtrise des océans sur les affaires de l'Asie.¹⁹

Panikkar continue son exposé en expliquant que c'est le pouvoir qui maîtrise les mers, et d'abord l'Atlantique, qui, en fin de compte, maîtrise l'Asie. Il analyse ainsi le rôle joué dans le passé par les Portugais, puis les Hollandais, les Français et enfin les Anglais. L'imposition d'une économie de commerce sur les pays asiatiques, écrit Panikkar, amena progressivement une transformation de l'Asie, détournant les forces vives de ce continent afin de produire des marchandises pour les puissances maritimes.

On pourrait bien sûr discuter la validité de certains points de la théorie de Panikkar, mais le fait est qu'elle influença Nehru, qui avait passé plus de vingt ans de sa vie à lutter contre le pouvoir colonial britannique. Le point le plus important à retenir dans l'exposé de Panikkar, est que la domination occidentale,

¹⁸ L'Asie et la dominance occidentale.

¹⁹ Panikkar, K.M., *Asia and the Western Dominance*, (New York: The John Day Company, 1943), p. 12.

ou colonisation, n'était pas un problème uniquement indien, mais un problème asiatique (et dans une certaine mesure africain²⁰). Et même si les dirigeants indiens qui avaient participé à la lutte d'indépendance l'avaient fait principalement pour leur patrie, une fois l'Inde libérée, affirmait Panikkar, il était de leur devoir de continuer la lutte et d'aider leurs frères asiatiques à se libérer à leur tour du joug économique de l'Occident.

Nous verrons que cette idée reviendra constamment, non seulement dans le contexte des Etablissements français en Inde, mais aussi de Goa ou de l'Indochine ou dans celui de la Tunisie.

La position de l'Inde sera influencée à tel point par la notion de 'problème asiatique' et de 'fraternité asiatique' que le leitmotiv de Nehru dans les années cinquante sera que la paix en Asie doit nécessairement passer par une amitié entre la Chine et l'Inde.

Panikkar se mit à propager son enthousiasme pour la nouvelle Chine dans les couloirs et les bureaux du ministère des Affaires extérieures à Delhi.. La contagion se répandit jusqu'au cabinet du Premier ministre, si bien qu'une génération de bureaucrates et de diplomates verra l'avenir de l'Inde pencher vers l'Est. Cette politique mènera éventuellement à la perte de Nehru après l'attaque des forces chinoises sur le nord-est de l'Inde en octobre 1962. Mais nous n'en sommes pas là et nous devons ajouter quelques mots sur un autre aspect de la vision de Panikkar : la solidarité asiatique.

La domination politique a amené à sa suite une doctrine de racisme et un sentiment de solidarité des Européens entre eux contre les Asiatiques.

Pour Panikkar, inversement, une fois libres, les Asiatiques devaient affirmer leur solidarité. Nous devons nous souvenir que, même avant l'indépendance officielle de l'Inde, en mars 1947, Nehru invita à Delhi les chefs d'Etat de plus de trente nations asiatiques²¹ pour une Conférence sur les relations asiatiques. Les

²⁰ Après son poste en Chine, Panikkar sera transféré au Caire où il jouera un rôle important pour promouvoir l'amitié entre l'Egypte et l'Inde et dans le début du mouvement non-aligné.

²¹ Dont le Tibet.

dirigeants de ces nations délibérèrent pendant plus d'une semaine sur le sort des peuples non encore libérés et sur l'avenir de l'Asie.

Pour en finir avec Panikkar, nous nous devons de raconter une petite anecdote qui montre bien la mentalité des dirigeants indiens de l'époque, en particulier ceux qui étaient proches de Nehru comme Krishna Menon et Panikkar. Une fois à Pékin, la première chose que fit Panikkar, comme tout bon ambassadeur, ce fut de rechercher un endroit pour l'ambassade. C'est Panikkar lui-même qui raconte :²²

J'avais décidé dès le début que je choisirais une résidence en dehors de l'enclave diplomatique. Je n'avais aucun désir d'être associé avec un quartier qui représentait la domination européenne sur l'Asie.

C'était l'époque où Mao commençait à être sérieusement inquiet de l'impérialisme russe. Finalement Panikkar trouva une résidence loin des impérialistes blancs.

Nehru était fier de déclarer devant l'Assemblée générale des Nations unies :

Aujourd'hui j'ose dire que l'Asie compte dans les affaires mondiales. Demain, l'Asie comptera encore plus qu'aujourd'hui. Jusqu'à très récemment, l'Asie a été la proie de la domination coloniale et impérialiste. Une grande partie du continent est aujourd'hui libre, une partie reste encore subjuguée, et c'est une chose incroyable qu'il y ait encore des pays qui croient à la doctrine colonialiste et la propagent, que cela soit sous forme de contrôle direct ou indirect sous une forme ou une autre. Après tout ce qui s'est passé, ce n'est pas une simple objection à laquelle ils doivent s'attendre, mais une objection active, une lutte active contre toute forme de colonialisme de par le monde. C'est la première chose dont vous devez vous souvenir.²³

4- La décolonisation

Ceci nous mène tout naturellement à la décolonisation.

²² Pannikar, K.M., *In Two Chinas*, (London: Allen & Unwin, 1955), p. 77.

²³ Jawaharlal Nehru, Discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, 3^{ème} Session, 3 novembre 1948.

Là encore, il n'y avait aucun doute pour Nehru : non seulement tous les pays d'Afrique et d'Asie devaient, comme l'Inde, retrouver leur liberté, mais l'Inde voulait participer 'activement' à cette libération. En 1948, il déclara devant l'Assemblée générale des Nations unies :

Nous, en Asie, qui avons souffert de tous les maux du colonialisme et de la domination impérialiste, nous nous sommes engagés irrémédiablement dans la lutte pour la liberté de tous les autres pays encore sous le joug colonial. Ce sont des pays voisins en Asie avec qui nous sommes liés intimement. Nous les regardons avec sympathie, nous sommes solidaires de leur lutte. Tout pays, grand ou petit, qui, d'une façon ou d'une autre, essaye de les empêcher d'atteindre leur indépendance, nuit à la paix mondiale.

Des grands pays comme l'Inde qui sont déjà sortis de la période coloniale ne peuvent concevoir que d'autres pays puissent rester sous le joug colonialiste.²⁴

Un point cependant n'est pas très clair. Dans le même discours, Nehru avait parlé de participation 'active' de l'Inde. Or l'Inde se veut non-violente et non-alignée. Cette ligne de pensée limitait les 'actions' que l'Inde pouvait mener contre des puissances qui n'étaient pas forcément des partisans de ces méthodes ou qui y étaient parfois opposées.

Le cas de l'Indochine et du Vietnam est typique. Les Français, entre 1947 et 1954, n'étaient sûrement pas prêts à partir sans se battre pour ce qu'ils croyaient un avenir meilleur pour leur colonie. De l'autre côté, le Vietminh et ses supporters à Pékin, ne croyait pas non plus en la non-violence. Pour Ho Chi Minh et les forces nationalistes, la lutte était une lutte armée de longue haleine, comme l'avait été la lutte de Mao contre les Japonais et plus tard contre les forces de Chiang Kai-shek.²⁵

²⁴ Ibid.

²⁵ Mao avait dit à Nehru (en octobre 1954) que la bombe atomique n'était qu'un 'tigre de papier', et que même si la Chine perdait plusieurs millions de ses habitants, ces derniers pourraient être 'remplacés'. Il semble que Nehru soit resté bouche bée et incapable de répondre. Voir Li Zhisui, Dr, *The Private Life of Chairman Mao*, (London: Arrow, 1996), p.125.

Mais il y a certainement là une dichotomie. Comment être à la fois actif et non-violent ? Nous verrons que le problème se posera pour les Etablissements français, et dieu sait que la France n'était pas la Chine communiste. Cela se posera aussi quand l'Inde devra régler le problème de Goa ou faire face à l'agression pakistanaise au Cachemire, ainsi que pour d'autres pays asiatiques que l'Inde voulait aider. Le pire sera réservé au Tibet, qui était considéré comme indépendant en 1950, avant l'entrée des troupes chinoises : l'Inde ne voulait pas d'une intervention armée pendant qu'elle prêchait la non-violence au monde. Cette passivité résultera dans la mort de 1.2 million de Tibétains et dans des grandes souffrances pour l'Inde.

Nehru indirectement en souffrira²⁶ lorsque les troupes chinoises envahirent le nord de l'Inde en 1962 en représailles directes du problème tibétain.

Néanmoins, Nehru pensait que l'Inde pouvait faire une différence dans le monde, et beaucoup des actions qu'il entreprit entre 1947 et 1962 doivent être vues dans cette optique. Nehru voulait jouer un rôle sur le plan mondial et pour ce faire, son image d'homme de paix devait rester intacte.

Ce serait de l'arrogance pure et simple que de s'imaginer que l'Inde, même si elle est forte, peut décider de la destinée du monde. Bien sûr que non !

Pourtant, il se pourrait que l'Inde puisse aider à prendre une décision qui fera une différence, et cette différence sera entre la guerre et la paix. Si cela aide à faire pencher la balance vers la paix, ce sera un grand service pour l'humanité. Nous avons décidé de nous en tenir à ces principes et à cette façon de pensée.²⁷

Un peu plus tard dans le même discours, Nehru devait ajouter :

Il y a encore des colonies qui appartiennent à certaines puissances. Je ne doute pas que l'on doit mettre fin à toutes, qu'elles soient britanniques, françaises, hollandaises, belges ou autres. Cependant le fait est qu'aujourd'hui, aucune de ces puissances coloniales n'a de force derrière elle. Les colonies ont peut-être encore la force de la tradition et elles ont le soutien d'autres puissances, mais

²⁶ Une crise cardiaque en 1963.

²⁷ *India's Foreign Policy*, op. cit., p. 56.

elles n'ont pas de force propre. Décidons que par tous les moyens nous mettrons fin à ce qui reste de colonialisme en Asie, en Afrique et partout où il existe.

Nous devons aussi nous souvenir qu'en 1960 aux Nations unies l'Inde sera le co-sponsor de la Déclaration donnant droit à l'Indépendance aux nations et peuples colonisés.

La déclaration proclame solennellement la nécessité d'apporter une fin rapide et inconditionnelle au colonialisme sous toutes ses formes et manifestations.

5 -La politique de non-alignement

La politique de non-alignement est un sous-produit de la guerre froide. A la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, les alliés qui avaient combattu ensemble le régime nazi d'Hitler, se trouvèrent soudain divisés sur le plan idéologique en deux camps ou blocs.

D'un côté, l'Union soviétique et d'autre part, les Etats-Unis essayèrent de rassembler autour de leur système politique et social le maximum d'alliés possible. L'enjeu principal était le contrôle des pays européens.²⁸

Mais ce qui déclencha vraiment le processus de la 'guerre froide' fut la proposition de George Marshall, le Secrétaire d'Etat américain visant à insuffler des fonds américains dans une Europe occidentale dévastée par la guerre afin de la reconstruire. L'Union soviétique et en particulier son chef, Staline, vit dans l'offre américaine une façon détournée pour les Américains d'imposer leur système économique sur le monde occidental. Les avis sont partagés : était-ce vraiment un mouvement délibéré des Etats-Unis pour s'appropriier l'Europe occidentale ou était-ce seulement la lubie de Staline qui voyait s'évanouir tous ses plans de préparation pour la lutte finale vers une société mondiale socialiste ? Il ne nous appartient pas de prendre parti ici, mais nous pouvons penser que les deux théories ont du vrai.

²⁸ Il ne faut pas oublier qu'à la fin de la 2^{ème} guerre mondiale, il y avait le risque que des gouvernements communistes prennent 'légalement' le pouvoir en Italie et en France.

Quoiqu'il en soit, la proposition de Marshall survint au moment où la Grande Bretagne avait décidé de quitter le sous-continent indien et de diviser l'Inde en deux : une partie à majorité hindoue et l'autre musulmane.

Dans un discours à l'Assemblée constituante en décembre 1947, juste quelques mois après l'indépendance de l'Inde, Nehru tenta d'expliquer aux législateurs sa vision des choses. Il déclara :

...Aujourd'hui on parle en terme de « Vous appartenez à ce groupe-ci ou à ce groupe-là », mais ce n'est sûrement pas la façon dont un parlement responsable ou un gouvernement doit voir la situation.

Nous avons annoncé au cours de l'année écoulée que ne nous ne nous joindrons à aucun groupe particulier. Cela n'a rien à voir avec neutralité ou passivité ou quoi que ce soit de similaire.²⁹

Il ajouta:

En fin de compte, la politique étrangère n'est que le résultat de la politique économique, et tant que l'Inde n'a pas correctement défini sa politique économique, sa politique étrangère restera assez vague, assez rudimentaire (*inchoate*) et nous tâtonnerons.

Il est assez étonnant qu'un dirigeant d'un pays comme l'Inde qualifie sa politique étrangère de vague, mais pour Nehru, comme pour la majorité des leaders de pays en voie de décolonisation, la diplomatie était un exercice nouveau, auquel il n'avait eu ni l'occasion, ni le temps de s'initier.

La politique indienne de l'Inde restera marquée pendant les 17 ans que Nehru restera au pouvoir par le non-alignement sur les deux grands blocs : le monde occidental et capitaliste d'une part et, d'autre part, le monde communiste conduit par Staline et Mao Zedong. Nous verrons par la suite que, dans les faits, l'Inde sera beaucoup plus près du bloc socialiste. Elle le sera tout au moins sur le plan émotif, avec la Chine de Mao et Zhou Enlai, et dans le domaine économique, pour

²⁹ *India's Foreign Policy*, op. cit., p. 24.

lequel Nehru adoptera une économie planifiée très semblable à l'économie soviétique.³⁰

Il est clair que dans cette politique de non-alignement, l'Inde n'était pas du même côté que la France, même si Nehru appréciait certains aspects de la politique française, en particulier le fait que la France ne prenne pas systématiquement le parti des Etats-Unis.

Dans les premières années, Nehru dut faire face à de nombreuses difficultés internes (entre autres : une guerre avec le Pakistan pour la possession du Cachemire).³¹

Dès l'indépendance, Nehru essaya d'émerger comme le chef de file 'neutre' des nations venant d'être 'libérées' (ou en voie de décolonisation), principalement les pays d'Afrique et d'Asie.

L'entreprise de Nehru, sous la bannière du non-alignement, prendra des proportions plus importantes quelques années plus tard après le succès des interventions 'neutralistes' de l'Inde dans la guerre de Corée, puis aux pourparlers sur l'Indochine à la Conférence de Genève.³² Durant toutes ces années, l'Inde essaiera de rallier la plupart des pays asiatiques, comme l'Indonésie ou la Birmanie, à sa politique du non-alignement.

Très tôt, Nehru pensa qu'une amitié avec la Chine communiste pouvait être le facteur le plus important de sa politique de paix. Son objectif était donc d'entraîner la Chine maoïste dans le cercle des nations non-alignées. Cette alliance avec la Chine communiste serait, pensait-il, le moyen le plus sûr de garantir la neutralité et le non-alignement de pays comme le Vietnam, le Laos, le Cambodge ou l'Indonésie, et, par voie de conséquence, d'assurer la paix en Asie.

³⁰ Bien que ce soit vers les puissances occidentales (et la France entre autres) que Nehru se tournera pour une aide militaire après l'attaque chinoise d'octobre 1962.

³¹ Ceci étant d'ailleurs une résultante de la Partition de l'Inde.

³² L'Inde fut nommée à l'unanimité 'Président' de la Commission de contrôle pour superviser les accords de Genève.

Quelque treize ans après le premier discours que nous venons de citer, Nehru clarifiait au Lok Sabha (Chambre basse) ce qu'il appelait non-alignement³³ :

... Je n'aime pas ce qualificatif de « neutre » qu'on applique à l'Inde. Sans aucun doute, nous sommes non-alignés, nous ne sommes liés à aucun bloc militaire. Par contre c'est un fait important que nous nous sommes engagés à poursuivre certaines lignes politiques, nous avons certains buts, certains objectifs et certains principes. Voilà ce qui en est !

Quand des propositions furent faites pour que nous formions une sorte de bloc des pays 'neutres', cela ne nous a pas plu du tout. Je n'aime pas le système des blocs en tant que tel, mais on peut toujours s'asseoir et discuter, avoir des démarches communes, parfois même des actions communes, et on peut coopérer.

Bien sûr, cette politique changera au cours des années soixante avec la formation officielle du mouvement non-aligné, mais ce que l'on peut retirer de la citation précédente est qu'au moins du point de vue théorique, l'Inde comme la France n'aimait pas beaucoup les Blocs. Bien que la France ne se fût jamais déclarée 'neutre' ou 'non-alignée', il y avait sûrement des possibilités de se comprendre.

6- Le rôle de l'Inde dans le monde

Nous devons aussi mentionner le rôle que, selon Nehru, l'Inde devait jouer dans les affaires mondiales. Il avait l'habitude de dire que l'Inde était, en importance, le quatrième Etat mondial (après les Etats-Unis, l'Union Soviétique et le Royaume Uni), à égalité avec la France.

Nehru voulait donner au monde l'image d'une nation pacifique et se projeter comme un homme de paix. Nous verrons qu'il n'hésitera pas à renier certains des idéaux que nous venons d'énoncer pour préserver cette image (en particulier dans ses relations avec les mouvements de libération de la Tunisie et du Maroc dans la période qui nous intéresse). Il déclarait en mai 1949, dans un discours

³³ *India's Foreign Policy*, op. cit., p. 86.

diffusé à la radio à l'occasion de l'entrée de l'Inde indépendante dans le Commonwealth.

Dans le passé, ce fut un privilège pour l'Inde d'être un centre de rassemblement pour de nombreuses cultures. C'est aujourd'hui et ce sera demain sans doute un privilège d'être un pont entre les différentes factions qui se font la guerre et d'aider à maintenir la paix. C'est le problème le plus pressant aujourd'hui, comme ce le sera demain : maintenir la paix dans le monde. ³⁴

Dans bien d'autres occasions, il insista sur ce rôle qu'il voyait pour l'Inde dans le monde.

Ce n'était pas seulement un rôle pour l'Inde qu'il envisageait. C'était aussi un rôle pour lui-même. Nous avons montré dans notre ouvrage sur le Tibet comment le rôle que Nehru voulait jouer dans la guerre de Corée lui fit, à la dernière minute, changer sa décision de ne pas défendre les Tibétains aux Nations unies en novembre 1950. Nous écrivions³⁵ :

La raison principale de la volte-face de Nehru réside dans son implication profonde dans l'affaire coréenne et qu'il ne voulait pas abandonner son rôle de médiateur 'neutre'. A la veille du débat devant le Bureau [de l'Assemblée générale], Nehru câbla au représentant indien auprès des Nations unies: "Nous sommes entièrement en faveur de différer l'examen de la question tibétaine en raison de divers développements, plus particulièrement de l'arrivée des émissaires de Pékin³⁶.

Nous concluons :

Les conséquences de la guerre de Corée furent incalculables pour l'Asie. En voici quelques-unes. La crise de Corée occupa Nehru au point de l'aveugler à propos de tout le reste. L'occasion idéale s'offrait à lui de réaliser son rêve de jouer un rôle sur la scène internationale. Il serait le médiateur entre le monde

³⁴ *India's Foreign Policy*, op. cit., p. 134.

³⁵ Arpi Claude, *Tibet, pays sacrifié*, (Paris : Calmann-Lévy, 2000), p. 261.

³⁶ Qui venait discuter la question coréenne. C'était le 20 novembre 1950.

occidental et le socialiste. Pour ce faire, il était prêt à sacrifier la sécurité frontalière de son propre pays.

7- Influence de la Révolution française

Pour en terminer avec la politique extérieure de Nehru, nous devons mentionner quelques mots de l'influence de la Révolution française sur la pensée nehruvienne.

Lorsque le futur Premier ministre indien était prisonnier des Britanniques dans le début des années trente, il avait l'habitude de donner des leçons d'histoire à sa fille Indira Gandhi. Il lui écrivait de longues lettres expliquant les grands événements mondiaux.

C'est peut-être à la Révolution française qu'il consacra le plus de temps. Ces textes seront plus tard publiés en quatre chapitres dans son livre *'Glimpses of World History'*.

Dans une lettre datée du 7 octobre 1932, il décrivait à Indira les circonstances de la prise de la Bastille

La Révolution industrielle commença en Angleterre et eut des conséquences très importantes, mais elle fit son chemin graduellement et passa presque inaperçue. La Révolution française, par contre, éclata comme un coup de foudre soudain dans une Europe stupéfiée, encore sous la coupe des monarques et des empereurs. ...Dans ce monde de rois et d'empereurs, de cours et de palais, cette étrange et terrifiante créature émergea des profondeurs du peuple. Ne prêtant aucune attention aux traditions et privilèges poussiéreux, elle précipita un roi à bas de son trône et en menaça d'autres de subir le même sort. Est-il surprenant que les rois et tous les privilégiés d'Europe aient tremblé devant cette révolte des masses, qu'ils avaient longtemps ignorées et même écrasées ? ³⁷

³⁷ Nehru, Jawaharlal, *Glimpses of World History*, (New Delhi : Jawaharlal Nehru Memorial Fund, 1987), chap. 100, p. 361.

Dans toute la carrière politique de Nehru, cette influence se fera sentir et cela expliquera en grande partie sa proximité avec les masses. Même si par descendance et éducation, il était proche de la grande bourgeoisie, il voulut toujours faire quelque chose pour être près du peuple indien. Ainsi sa politique s'est toujours voulue de gauche, mais malheureusement elle a trop souvent pris pour modèle le système soviétique. Encore aujourd'hui, on en voit les conséquences sur l'économie indienne qui, en dépit des vagues de 'libéralisation' successives, dépend toujours du '*licence raj*' et de la planification à outrance. Très poétiquement Nehru décrivait cette révolution qu'il admirait tant, mais on doit quand même signaler que c'était la révolution qu'il admirait, pas la France :

La Révolution française éclata comme un volcan. Toutefois les révolutions et les volcans n'éclatent pas soudainement sans raison ou sans une longue évolution. Nous voyons un éclat soudain et nous sommes étonnés; mais sous la surface de la terre, des forces luttent les unes contre les autres pendant longtemps. Les feux s'intensifient jusqu'à ce que la croûte de surface ne puisse plus les maintenir en dessous et ils explosent, projetant de puissantes flammes vers le ciel et des vagues de lave fondue descendent du flanc de la montagne.

Dans les quatre chapitres sur la Révolution française, il n'est jamais noté que, si cette Révolution avait pu avoir lieu en France, avec les conséquences mondiales que l'on connaît, cela a peut-être quelque chose à voir aussi avec l'esprit français et le caractère des habitants de ce pays.

Dans le passage suivant, il décrit ces révoltes paysannes qui l'attireront tant dans la révolution chinoise et le cheminement de Mao Zedong.

...Dans chaque pays d'Asie et d'Europe il y a eu des révoltes de la paysannerie, qui aboutirent souvent à nombreux carnages et à une répression cruelle. Leur détresse a conduit les paysans à l'action révolutionnaire, mais souvent ils n'avaient pas d'idée claire de leur but. À cause de ce manque de précision dans leur pensée, de leur idéologie, leurs efforts aboutissaient souvent à l'échec.

Dans la Révolution française nous trouvons une chose nouvelle, en tout cas à une si grande échelle - l'union d'idées avec un besoin ardent de changement économique par une action révolutionnaire. Là où il y a une telle union, il y a

révolution réelle, et une révolution réelle affecte le tissu entier de la vie politique, sociale, économique et religieuse de la société.

Nous verrons que cela le rapprochera sur le plan idéologique des dirigeants nationalistes comme Ho Chi Minh ou certains dirigeants africains. Sans doute, Nehru pensait-il qu'avec son éducation moderne occidentale, il serait capable d'amener 'les idées' aux masses indiennes, qui pourraient alors se soulever contre les tabous, les superstitions, les castes et même la religion de l'Inde.

Voilà donc les grandes lignes qui ont guidé la politique extérieure de l'Inde. Nous devons jeter un regard maintenant sur la façon dont ces principes s'appliqueront dans les relations entre la France et l'Inde indépendante.

B- La politique française de Nehru

1- Introduction

Lorsqu'on commence à étudier les relations entre la France et l'Inde après l'indépendance, on s'aperçoit immédiatement que la première caractéristique de ces relations, c'est qu'elles dépendront, dès le premier jour, de questions extérieures aux problèmes strictement franco-indiens. Ce sera le cas du problème de l'Indochine qui, nous le verrons, jouera un rôle très important dans les rapports entre les deux pays jusqu'en 1954 ; ensuite prendra le relais la crise algérienne qui débutera le jour du transfert *de facto* à l'Inde des Etablissements français.³⁸

C'est un fait que la France et l'Inde ne seront jamais les alliés qu'ils auraient pu naturellement et intellectuellement être, s'ils n'avaient pas été d'un côté opposé de la décolonisation et du non-alignement. On notera bien sûr que certains aspects de la politique nehruvienne auront parfois des échos gaulliens -- la force de frappe (c'est-à-dire les muscles) en moins.

D'autre part, il faut bien le dire, l'Inde aura à faire face à des problèmes autrement importants que ses relations avec la France. Le premier problème ayant été créé à sa naissance par la division du pays en deux parties -- Inde et Pakistan -- avec les massacres inter-religieux qui suivirent.

Cela résultera très rapidement en une guerre qui sera suivie de trois autres durant les cinquante années suivantes. Cette division de l'Inde aura des conséquences indirectes sur les relations franco-indiennes. Nous le verrons, en particulier, quand il s'agira de proposer un référendum pour résoudre le problème de l'avenir des comptoirs.

Le rôle que Nehru voulait jouer en Corée, puis en Indochine, ainsi que sa lutte en faveur des pays en voie de décolonisation l'occupera beaucoup. C'est pourquoi il n'aura pas sans doute le temps de faire grand chose pour accélérer le processus du transfert *de jure* de Pondichéry et celui-ci 'traînera' pendant près de huit ans.³⁹

³⁸ Le 1^{er} novembre 1954.

³⁹ Six ans si on tient compte de l'accord de cession de 1956.

Il est vrai que la nouvelle amitié entre l'Inde et la Chine, qui se dégradera très rapidement à la fin des années cinquante, occupera beaucoup du temps de Nehru. A l'intérieur de l'Inde, la difficile situation agricole, la reconstruction économique et administrative après la Partition, le développement de l'industrie (avec la construction des 'nouveaux temples', comme Nehru appelait les barrages hydroélectriques) ainsi que le ralliement des Etats princiers à l'Union indienne primaient sur les relations avec la France.

En dépit de ce manque d'intérêt, et même parfois de convergence d'intérêt (comme dans l'affaire de Suez), c'est vers l'Occident et la France, comme nous l'avons déjà signalé, que Nehru se tournera dans les heures de difficulté⁴⁰. Enfin, le cœur de Nehru, du fait de son éducation et de certains autres liens,⁴¹ penchait plus du côté de l'Angleterre, bien qu'il apprécîât grandement certains aspects de la culture française.

2- Les Etablissements français

Avant de débiter l'étude des relations entre l'Inde et la France entre 1947 et 1954, et de voir comment Jawaharlal Nehru essaya de mettre en pratique sa politique extérieure, dont nous venons de définir les grandes lignes, il est important de noter certains points que l'on pourrait qualifier de 'géographiques'. En 1947, le principal contentieux entre l'Inde et la France était bien entendu ce que l'on connaît sous le nom des comptoirs français en Inde ou Etablissements français. Pour l'Inde, c'était de petites épines 'impérialistes' dans le grand corps d'une *Mother India* libérée.

Ces petites enclaves de la France étaient 'perdues' au milieu d'un immense territoire qui venait, après une longue lutte, d'atteindre son indépendance. En août 1947, les Britanniques partaient du sous-continent. Il n'y restait que deux 'colonisateurs' : la France et le Portugal.

C'était de petits colonisateurs, mais des colonisateurs tout même, et ce n'était pas acceptable pour le Premier ministre indien et son peuple.

⁴⁰ En particulier en octobre 1962.

⁴¹ En particulier, avec Lady Edwina Mountbatten.

La situation politique et stratégique de ces possessions n'était pas en faveur de la France. Il suffit de jeter un œil sur quelques chiffres pour comprendre combien la situation de la France était indéfendable. Ce point, d'ailleurs, sera très bien compris par les représentants⁴² de la France dès 1947. Il suffit de lire leurs rapports pour comprendre qu'il était plus honorable pour la France de partir la tête haute « qu'avec un coup pied dans le ... » comme l'écrira l'évêque de Pondichéry en 1954.

Donc ces chiffres parlent d'eux-mêmes : la France possède, en août 1947, cinq Etablissements. Ceci représente une population de 300 000 'Français' noyés dans une masse indienne de 400 000 000 âmes. Il faut souligner d'autre part que ces populations ne sont en rien différentes des populations vivant dans l'Inde 'libre' alentour.

Pondichéry, le plus important de ces Etablissements comporte 8 communes et 200 000 habitants. La population parle en majorité le tamoul, de même que celle de Karikal, qui a 6 communes pour 60 000 habitants.

Le comptoir de Yanaon dans l'actuel Andhra Pradesh n'a que 6 000 habitants et parle le telugu alors que Mahé, sur la côte ouest du Malabar⁴³, a 15 000 habitants parlant le malayalam. Chandernagor, enclavé dans la province du Bengale occidentale, compte 40 000 âmes mais parle une langue que personne ne comprend dans le sud : le bengali.

Il faut ajouter à tout cela, 12 Loges occupant un total 4 km² avec 2 000 habitants. Le problème principal de ces Loges -- sites d'anciennes usines ayant un statut de port franc -- c'est que très peu de Français ou même d'Indiens savent où elles sont situées et quelle est leur utilité exacte (à part bien sûr la contrebande). La situation atteindra le comble du ridicule lorsqu'en octobre 1947, elles seront rétrocédées à l'Inde dans un geste magnanime du gouvernement français, mais en contradiction avec la Constitution française, laquelle, nous le verrons, exige un

⁴² Entre autres, le Gouverneur Baron, le chargé d'Affaires Henri Roux et les ambassadeurs Daniel Lévi et Ostrorog.

⁴³ Aujourd'hui Kerala.

accord des populations concernées⁴⁴ et un vote de l'Assemblée Nationale. Le pire sera que la France, par erreur,⁴⁵ offrira à l'Inde des Loges situées au ...Pakistan (sic). Jusqu'à ce jour le Pakistan ne s'est aperçu de rien, bien que ses dirigeants ne se seraient sans doute pas posé beaucoup de questions s'ils s'en étaient rendus compte.

Il faudrait ajouter qu'à l'intérieur même de chaque territoire, il y avait de petites enclaves (appelées *aldées*) qui étaient territoire britannique avant l'indépendance de l'Inde.

Nous pourrions citer une anecdote personnelle qui montre bien la complexité du problème pondichérien. Nous avons l'habitude d'aller marcher dans les champs autour d'Auroville à un dizaine de kilomètres au nord de Pondichéry et nous remarquons souvent de petites bornes en granit d'une vingtaine de centimètres de haut sur lesquelles étaient gravées deux lettres « B.T. ». Ce n'est qu'après quelques mois que quelqu'un nous fit remarquer que cela signifiait « British Territory » et que nous passions simplement d'une enclave de l'Etat de Pondichéry en territoire 'indien' (ex-B.T.). Le fait que ces bornes soient très rapprochées montrent les difficultés logistiques pour protéger ces territoires.⁴⁶ Nous devons citer un dernier problème qui jouera sans doute un rôle dans la recherche d'une solution pour l'avenir des comptoirs, c'est le Traité de Paris de 1814 qui interdisait à la France l'utilisation de la force (construction de fortifications et implantation de forces armées) pour défendre les territoires. Bien

⁴⁴ Normalement par un référendum.

⁴⁵ Ou peut-être par précipitation.

⁴⁶ La carte ci-dessus montre aussi la difficulté du problème. Celui-ci prendra des proportions ingérables lorsque l'Inde décidera d'imposer un blocus économique après avoir renié l'accord douanier de 1941 entre la Grande Bretagne et la France. Il faut rappeler qu'un accord douanier avait été signé en 1941 entre l'Inde britannique et les Indes françaises. Cela permettait aux marchandises importées ou exportées des ports de Pondichéry et de Karikal d'être assujetties aux mêmes tarifs que les ports de l'Inde Britannique. En 1947, il y avait la possibilité soit de le dénoncer, soit de le modifier, soit de continuer avec les mêmes mesures d'application. Les populations les plus pauvres de l'Inde française souffriront beaucoup du blocus économique indien entre 1952 et 1954.

que Nehru n'ait souvent eu que mépris pour ces traités 'inégaux' et 'impérialistes'⁴⁷, son Consul général à Pondichéry citera ce traité quand quelques gendarmes français débarquèrent à Pondichéry en juin 1954 pour 'protéger' Pondichéry.

Pour mieux comprendre la façon dont Nehru mit en pratique sa politique étrangère vis-à-vis de la France, nous étudierons tout d'abord certains événements de l'année 1947.

Nous le verrons, ce fut l'année où les événements auraient pu tourner différemment, mais les circonstances et les acteurs⁴⁸ firent qu'au lieu d'une solution rapide et amicale et l'ouverture d'une 'fenêtre sur la culture française en Inde' les choses se durcirent et traîneront pendant plus de sept ans pour ne trouver qu'une situation partielle.⁴⁹

3- 1947 : les premiers pas dans les relations franco-indiennes

a- Une Ambassade ou une Légation ?

Une des premières lettres que l'on trouve dans la correspondance de Nehru est en fait datée de décembre 1946 et est adressée à Georges Bidault, le ministre MRP des Affaires étrangères du gouvernement Ramadier. Elle signale la venue à Paris de V.K. Krishna Menon en tant que représentant spécial du gouvernement indien pour débiter des pourparlers en vue d'ouvrir des relations 'diplomatiques directes' entre l'Inde et la France.

En fait l'établissement d'ambassades ou de missions en Inde et en France occupera la plus grande partie de la correspondance entre les deux gouvernements dans les premiers mois de 1947.

⁴⁷ Il rejettera en particulier l'accord signé à Simla entre le Tibet et l'Inde sur la ligne McMahon.

⁴⁸ Et le karma, diraient peut-être les Indiens plus traditionalistes.

⁴⁹ C'est-à-dire le transfert *de facto* des Etablissements. Il faudra attendre 8 ans de plus pour trouver une solution permanente, le transfert *de lego*.

Le 13 janvier, Nehru rencontra Christian Foucher, le Consul général de France à Calcutta pour discuter le même sujet : « *Il voudrait ouvrir une sorte de mission à Delhi – quelque chose comme une légation, mais pas tout à fait – un arrangement provisoire qui pourra devenir une ambassade. Cette procédure est peu courante. ...Je n'aime pas cette idée mais pour le moment nous lui avons demandé de donner sa proposition par écrit*», dira Nehru.⁵⁰

Il voulait immédiatement une ambassade, alors que le Quai d'Orsay pensait qu'en raison du statut provisoire du gouvernement indien, il était préférable dans un premier temps de n'ouvrir qu'une mission, qui pourrait devenir ambassade après la passation de pouvoir.

Finalement les choses s'arrangeront et Nehru acceptera la nomination d'un chargé d'affaires⁵¹ à Delhi dans les mois qui suivirent. Cet échange montre néanmoins le grand souci d'indépendance démontré par le gouvernement indien avant même le départ des Britanniques du sol indien.

b- L'Indochine déjà

Nehru était entré immédiatement dans le vif du sujet avec une lettre adressée le 21 décembre 1946 à Marius Moutet, le ministre de la France d'outre-mer.

Bien qu'assurant le ministre français que « *Le peuple de l'Inde et son gouvernement sont désireux d'avoir des relations proches et amicales avec la France* », Nehru se hâtait d'ajouter :

Nous sommes désireux comme vous que la paix règne sur l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Nous suivons avec beaucoup d'anxiété les graves développements en Indochine. Nous espérons que les négociations récentes entre la République du Vietnam et le gouvernement français amèneront un règlement satisfaisant du problème, dont le résultat sera la liberté du Vietnam. Des hostilités ont été ouvertes et elles continuent. Cela inquiète beaucoup l'opinion publique en Inde. J'espère ardemment qu'une solution pacifique sera trouvée très bientôt et que

⁵⁰ *Selected Works of Jawaharlal Nehru (ou SWJN), Series II, Vol. 1, p. 563.*

⁵¹ Henri Roux.

la France, qui a longtemps été associée avec la cause de la liberté, aidera à établir la liberté et l'indépendance du Vietnam.⁵²

Le problème vietnamien allait hanter les relations entre l'Inde et la France jusqu'en 1954 et nous le verrons, ce n'est qu'après la fin de la Conférence de Genève, en juillet de cette année-là, que le contentieux franco-indien pourra être résolu (au moins temporairement). L'argument que la France est synonyme de 'terre de liberté' sera repris très souvent par les dirigeants indiens pour faire pression sur la France pour qu'elle abandonne ses colonies.

La position de Nehru était en accord avec les grandes lignes de sa politique étrangère que nous avons déjà vues, mais ce n'était certainement pas la manière idéale pour lancer les relations entre la France et l'Inde sur une orbite favorable. Le 7 janvier, dans un communiqué, le Premier ministre indien par intérim avait déclaré à la presse :

En Asie, il y a à présent un violent conflit au Vietnam entre les forces françaises et le Vietnam. Il est difficile pour nous de connaître toute la vérité sur les faits. Mais une chose est sûre, c'est que des forces armées étrangères essayent d'écraser le Vietnam. L'Inde a toujours traité la France avec beaucoup de considération pour tout ce que ce pays a représenté dans l'histoire de la lutte pour la liberté des peuples. Nous apprécions aussi la culture française et l'important développement des arts en France. Nous espérons pouvoir nous rapprocher de la France dans les domaines culturels et politiques. Mais la tentative de la France pour écraser l'esprit de liberté en Indochine a profondément ému le peuple indien, qui a toujours été du côté de la liberté dans tous les coins de l'Asie. Notre bonne volonté envers la France a été mise à rude épreuve. Nos sympathies inévitablement vont vers le peuple indochinois. Je suis sûr que le gouvernement et le peuple français réaliseront que les actions qu'ils ont entreprises en Indochine ont, et continueront d'avoir, des répercussions de grande portée qui nuira au prestige de la France en Asie. Le prestige de la France ou de tout autre pays, ne peut pas être sauvegardé par la

⁵² *SWJN, Series II, Vol. 1, p. 558.*

force des armes mais par la renonciation à l'impérialisme et le soutien partout à la liberté humaine et au progrès. ... Je suis donc absolument sûr que la République française reviendra à des méthodes pacifiques en Indochine et montrera par son propre exemple qu'elle est partout en faveur de la liberté.⁵³

Bien sûr dans les mois suivants, lorsqu'elle aura des relations diplomatiques avec la France, l'Inde de Nehru devra adoucir ses propos, mais ces premières déclarations n'étaient pas pour aider à une résolution rapide du problème des Etablissements français.

c- Accord sur les transports aériens

Dans les premières semaines de 1947, une première question pratique allait surgir pour Nehru : un accord qui avait été signé en 1945 entre la France et la Grande Bretagne et qui permettait le survol d'avions militaires au-dessus du territoire indien devait être renouvelé. La France aurait voulu une nouvelle extension de l'accord pour dix ans, mais Nehru ne l'entendait pas de cette oreille. Dans une note au bureaucrate britannique responsable, Nehru écrivit le 13 janvier :

La proposition du Gouvernement français soulève des questions importantes, plus particulièrement en raison des hostilités en Indochine. L'opinion publique en Inde n'est pas en faveur de l'utilisation de la force par le Gouvernement français contre les peuples d'Indochine et tout ce que nous faisons pour faciliter l'utilisation de cette force est nécessairement mal vu et fortement critiqué. A part la question générale, donc, le moment présent n'est pas très propice pour soulever cette question et il ne serait pas approprié de parvenir à un tel accord sans tenir compte de l'opinion publique.

...N'importe quelle proposition, donc, pour un accord à long terme doit être exclue.⁵⁴

Les bureaucrates avaient fait valoir les avantages d'un tel accord qui assurerait une réciprocité « au cas où l'Inde serait attaquée », mais Nehru rétorquait : « Il

⁵³ *SWJN, Series II, Vol. 2, p. 527.*

⁵⁴ *SWJN, Series II, Vol. 1, p. 564.*

n'est pas question que l'Inde soit attaquée; c'est une question qui ne se posera pas pendant très longtemps », et Nehru continuait de préciser sa politique :

Le présent accord semble prévoir la fréquence maximale d'un avion militaire par semaine volant au-dessus de l'Inde dans les deux sens. ...Je ne pense pas qu'une période plus longue doive être fixée à cause de la possibilité d'événements en Indochine. Nous ne devons en aucune façon apparaître comme si nous aidions les Français dans leurs hostilités contre les peuples de l'Indochine. Je suggère, donc, que l'accord actuel continue pendant six mois et soit revu à ce moment-là.

En même temps nous devons faire comprendre que nous ne sommes pas d'accord pour le passage au-dessus de l'Inde d'avions militaires envoyés pour bombarder ou dans d'autres buts de guerre.⁵⁵

L'accord fut éventuellement signé le 16 juillet 1947 en dépit des réservations de Nehru.⁵⁶

Nous voyons pour la première fois que Nehru était obligé de faire des compromis avec sa position de défenseur des nations en voie de décolonisation, bien qu'il n'en soit pas très fier. Quelques jours après la note précédente, il faisait remarquer :

Je suppose que je dois être d'accord⁵⁷. Mais je ne suis quand même pas très à l'aise à ce sujet, étant certain qu'il y a beaucoup de gens en Inde qui n'apprécient pas ce genre de choses. Je ne l'aime pas beaucoup moi-même. J'espère qu'il sera dit clairement aux autorités françaises concernées qu'il y a un sentiment profond en Inde sur la question vietnamienne et tout ce qui pourrait être utilisé contre les Vietnamiens contrarie le peuple indien.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Un point intéressant : ce fut le troisième traité jamais signé par l'Inde indépendante après des traités similaires avec les Etats-Unis et les Pays-Bas.

⁵⁷ Pour le passage de 11 vols civils vers le Vietnam.

Nous voulons des relations amicales avec la France, mais nous ne pouvons pas oublier que la lutte actuelle en Indochine provoque de très grandes réactions en Inde et, sans aucun doute, dans beaucoup d'autres parties de l'Asie.⁵⁸

Nous devons aussi signaler que ce n'est pas Pondichéry qui était la plaque stratégique qui intéressait les militaires français en Indochine mais l'aéroport de Dum-Dum à Calcutta.

Le problème des Loges n'apparaît pour la première fois dans la correspondance de Nehru qu'en avril 1947. Nehru dans une note⁵⁹ suggéra que le sujet soit, dans un premier temps, soulevé 'non-officiellement' avec le chargé d'affaires. Il pensait qu'il était plus prudent d'attendre le résultat de l'approche non-officielle avant de décider du prochain pas à faire. Il était néanmoins formel que « pour le moment, seulement les Loges doivent être discutées. »

Cette approche prudente et mesurée sera la caractéristique de Nehru dans les années à venir.

d- Une première entrevue

La première réunion importante entre la France et l'Inde -- rappelons que l'Inde n'est pas encore indépendante -- eut lieu le 27 mai 1947 à Delhi entre le Premier ministre indien, Nehru, François Baron, le Gouverneur des Indes françaises et Henri Roux, le nouveau chargé d'affaires.

Le compte-rendu⁶⁰ de la réunion⁶¹ nous montre qu'à l'époque, les divergences n'apparaissaient pas si grandes. Sur la question des Loges, d'après les notes indiennes, le Gouverneur Baron aurait « *reconnu qu'il devrait y avoir un règlement très bientôt, et qu'en fait il en a été référé à Paris. Ces Loges ne sont*

⁵⁸ SWJN, Series II, Vol. 2, p. 527.

⁵⁹ SWJN, Series II, Vol. 2, p. 571.

⁶⁰ Nous basons notre récit sur le compte-rendu indien ; il y a de légères différences dans le rapport de Roux au Quai d'Orsay et de Baron au ministère de la France d'outre-mer.

⁶¹ Record of Nehru's interview with M. Baron, Governor of French India, and M. Henry-Paul Roux, French chargé d'affaires in India, at New Delhi on 27 May 1947, File No. 215-PS/46-PMS. Aussi dans SWJN, Series II, Vol. 2, p. 571.

d'aucune utilité à la France et créent des problèmes pour le reste de l'Inde, pouvant être utilisées pour la contrebande ou d'autres buts. »

Quant à l'union douanière⁶², Nehru et Baron étaient d'accord : *« Il n'était pas question de dénoncer cet accord. »*

Le gouvernement français voulait qu'il continue, mais avec certaines modifications mineures. Nehru était d'accord pour discuter ces « modifications mineures », cependant il ajoutait : *« Nous pensons qu'il ne faut rien faire qui affaiblisse l'administration et permette ainsi une reprise de contrebande. »*. Sur ce point, Baron était aussi d'accord.⁶³

Puis vint le principal sujet de la proposition de Baron pour résoudre le contentieux des comptoirs. Baron expliqua au Premier ministre son idée d'une grande université internationale basée sur la culture française. Les notes indiennes nous disent :

L'idée, c'est que cette université serve l'Inde en apportant la culture française aux Français [pondichériens]. Il [Baron] a ajouté que le Gouvernement français voudrait connaître nos réactions à cette proposition avant de prendre des dispositions à cet égard. ...A Pondichéry, il y avait deux sentiments : le premier, c'est un attachement pour l'Inde en tant que patrie, et le second, c'est un attachement à la France dû à des centaines d'années d'union avec la France et la culture française. Il y avait un désir d'union avec l'Inde, mais il y avait aussi un désir de continuer cet attachement culturel avec la France. Il a suggéré que Pondichéry (et vraisemblablement Chandernagor, etc.) fasse partie de l'Union de l'Inde libre, mais qu'en même temps il y ait la possibilité d'une sorte de double nationalité pour les résidents, de façon à ce qu'ils puissent être à la fois citoyens de l'Union indienne et, dans certains domaines, citoyens de la France.

Mais Nehru n'était pas très heureux de cette proposition, surtout en ce qui concerne les droits à la double nationalité, bien qu'il ait dit à la délégation française qu'il demanderait à ses services d'étudier la question. Il voulait *« une*

⁶² L'accord signé en 1941 entre l'Inde britannique et les Indes françaises..

⁶³ Sur ce point Baron sera réprimandé par son Ministère pour avoir abordé le sujet sans en référer auparavant avec la rue d'Oudinot.

Inde unie sans aucune base étrangère ou droit d'extraterritorialité ». Cependant, il désirait que « *les possessions françaises en Inde soient absorbées dans l'Union Indienne non pas par la contrainte, mais parce que nous pensions que c'était naturellement ce que voulait le peuple.* » Nehru pensait que l'on pourrait trouver « *un moyen de maintenir ces rapports ou autres connections similaires, mais cela ne devait pas empêcher Pondichéry de devenir membre à part entière de l'Union indienne.* »

Bien sûr, il ne pouvait rien dire contre la continuation des liens culturels⁶⁴ et il indiqua au Gouverneur et au chargé d'affaires qu' « *il aimerait certainement que Pondichéry, avec son long passé de culture française, puisse poursuivre ses liens culturels avec la France.* »

Mais deux témoignages indirects nous révèlent que Nehru n'était pas très chaud pour la proposition française.⁶⁵ Tout d'abord, l'écrivain Satprem qui était à l'époque le secrétaire privé du Gouverneur racontera dans ses Mémoires que Baron ressortit blême de l'entrevue.⁶⁶

Ensuite, on en trouve une confirmation dans les remarques que fit Nehru au Maréchal Montgomery, qui vint lui rendre visite une semaine plus tard. Ce dernier commentera : « *Nehru a aussi fait allusion aux colonies françaises et portugaises en Inde, qui, a-t-il dit, reviendront inévitablement à l'Union indienne tôt ou tard. Il a parlé de l'étrange proposition de M. Baron que la France pourrait continuer à exercer une sorte de contrôle culturel dans les colonies françaises.* »⁶⁷

Le Premier ministre indien avertit très clairement ses interlocuteurs :

Le destin de l'Inde française sera en fin de compte décidé en Inde ou plutôt par des événements en Inde. M. Baron a été d'accord avec moi qu'il était inévitable que Pondichéry doive obligatoirement rejoindre l'Union indienne. Il n'y avait aucune autre alternative. Sur quoi il a insisté sur quelques privilèges culturels

⁶⁴ N'avait-il pas déclaré en 1946 qu'il voulait que Pondichéry restât « une vitrine de la culture française en Inde » ?

⁶⁵ Au moins en ce que concerne l'idée d'une université et de la double nationalité.

⁶⁶ Satprem, *Lettres d'un insoumis*, (Paris : Robert Laffont, 1994), Vol. 1, p. 45.

⁶⁷ *SWJN, Series II*, Vol. 3, p. 300.

pour la France. Là, je n'avais aucune objection à ce qu'ils soient offerts, une fois que politiquement l'Inde française serait absorbée dans l'Union indienne. Le ministère de la France d'outre-mer encore une fois ne sera pas très content que Baron se soit trop avancé sans aucune direction ou ordre de Paris.

A la fin de l'entrevue, Nehru fit une étrange déclaration qui semble en contradiction avec ce qui précède mais qui allait dans le sens dans lequel le ministère des Affaires étrangères français allait travailler au cours des mois suivants.⁶⁸ Le compte-rendu de l'entrevue mentionne les paroles de Nehru :

J'ai fait remarquer en outre qu'une Inde libre serait une fédération d'unités autonomes. Il était fort possible que même à l'intérieur d'un ensemble fédéral, il y ait des secteurs autonomes formant de plus petites unités culturelles ou linguistiques. Nous désirions maintenir l'unité de l'Inde et un Gouvernement central fort, mais nous tenons également beaucoup à garder la diversité de l'Inde et l'autonomie culturelle de ses différentes régions.

Bien entendu, l'Inde ne devait jamais prendre cette direction en vue des dangers 'd'éclatements' que cette proposition comportait pour l'Union indienne. On peut imaginer que les petits Etats princiers auraient été très contents de devenir des 'unités autonomes' en association avec la République indienne. Mais cela n'était sûrement pas la vision de Vallabhbhai Patel, le Premier ministre adjoint qui était responsable du portefeuille des Etats princiers. Cette 'autonomie' aurait sans nul doute abouti à une fédération ingouvernable. Seule la deuxième partie de la proposition sera retenue : il y aurait un Etat central fort, au moins tant que tous les Etats princiers, principalement ceux convoités par le Pakistan, ne seraient pas rentrés dans le giron indien. Dans ce sens, on peut comprendre que le gouvernement indien n'accepterait jamais le principe d'un condominium, qui sera pourtant étudié en détail à Paris pendant plusieurs années.

⁶⁸ Une sorte d'autonomie des Etablissements (comme le statut de ville-libres) formant éventuellement un condominium entre l'Union française et la République indienne.

Un point que nous n'avons pas encore abordé⁶⁹ est le fait que la question des Etablissements dépendait de deux ministères français : le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la France d'outre-mer. Cela créait bien sûr des tiraillements constants, les Affaires étrangères saisissant très bien dès le début que le jour s'approchait où il faudrait 'lâcher' les comptoirs, ce qui n'était pas le cas de la rue Oudinot. On peut le comprendre : si un ministère des Colonies lâche ses colonies, que lui reste-t-il ?

A la fin de l'entretien, le Premier ministre indien s'adressa directement à Henri Roux pour lui rappeler les convictions indiennes sur la question indochinoise :

J'ai mentionné à M. Roux l'opinion qui prévalait fortement en Inde vis-à-vis du conflit qui se déroule en Indochine. Il était naturel, non seulement pour les Indiens, mais pour les peuples d'autres régions de l'Asie, d'avoir en horreur les activités d'une puissance étrangère réprimant les aspirations d'un peuple sur un territoire colonial.

Le compte-rendu nous dit que Roux répondit qu'il s'était rendu compte des réactions indiennes et qu'il espérait qu'un armistice serait bientôt déclaré. Il ajouta que pour la France le Vietminh était seulement une partie de l'Indochine. Ce n'était sûrement pas l'avis de Nehru qui précisa que l'Inde n'était « *concernée par aucun parti en particulier, mais seulement par le fait que les peuples de l'Indochine doivent être laissés libres de décider de leur propre destin* ».

Nous avons insisté sur cette première entrevue, car elle montre bien les différences qui divisent la France et l'Inde dans les premières années après l'Indépendance. On peut voir en même temps que les différences ne semblaient pas si insurmontables et qu'une volonté politique (des deux côtés) eût suffi pour régler la question à la satisfaction de tous.

A l'occasion du 14 juillet, Nehru écrivit une lettre à Henri Roux pour le féliciter :

⁶⁹ Il faut bien noter aussi l'instabilité des gouvernements sous la 4^{ème} République n'aida pas non plus à trouver une solution rapide et acceptable par tous. Mentionnons à ce propos qu'il était plus facile pour l'Inde de trouver des solutions à cette question dans la mesure où tout reposait sur un seul homme : Nehru.

Alors que l'Inde s'approche du jour où elle sera indépendante et libre, le 14 juillet revêt une nouvelle signification pour son peuple. L'Inde et la France sont le symbole des valeurs humaines, et j'ai toutes les raisons de croire que les années à venir verront une amitié et une coopération plus étroites entre nos deux nations.⁷⁰

Le Rôle des Britanniques

L'entrevue avec le Maréchal Montgomery, citée plus haut, soulève une question intéressante : le rôle des Britanniques dans les relations entre la France et l'Inde nouvellement indépendante. Il est certain que les Britanniques n'étaient pas très heureux de voir les Français conserver un pied sur le sol indien après leur départ, même si ce n'était qu'un pied 'culturel'. Se méfiant de la France, qui semblait vouloir garder ce à quoi les Britanniques avaient renoncé, Montgomery comme le Colonel Fletcher, le Consul général Britannique à Pondichéry, essaieront sans doute d'influencer la politique indienne pour être sûrs que la France ne garde pas d'attache, même culturelle, en Inde et ne reprenne pas la place laissée vacante par leur départ. Nehru indiqua d'ailleurs dans le compte-rendu de l'entretien cité plus haut: «Le Colonel Fletcher n'a donc pas besoin d'avoir peur que Pondichéry devienne la base d'une puissance étrangère. » Un autre détail montre la pensée des Britanniques au moment où ils abandonnaient le 'joyau de l'Empire' aux mains des Indiens : beaucoup pensaient que l'Inde éclaterait en nombreux petits royaumes plus ou moins indépendants, auquel cas la France pourrait jouer un rôle si elle gardait une enclave à Pondichéry.⁷¹

⁷⁰ *SWJN, Series II, Vol. 3, p. 397.*

⁷¹ G.S.Bajpai, le Secrétaire général du ministère des Affaires extérieures, dans une note du 26 juin 1947, avait attiré l'attention de Nehru sur le fait qu'au cours d'une conversation entre le Gouverneur Baron et le Consul général de Grande Bretagne, ce dernier avait déclaré qu'il y avait toute chance que l'Inde continue à se diviser après le départ des Britanniques.

e- L'Inde est indépendante

Nous n'entrerons pas dans le détail des journées qui précèdent l'indépendance indienne, mais alors que les émeutes inter-religieuses sévissaient dans de nombreuses provinces du sous-continent et que le gouvernement indien ne savait plus où donner de la tête, certaines branches du Congrès faisaient monter la pression sur le gouvernement français : les colonisateurs devaient tous quitter l'Inde immédiatement, et Chandernagor était particulièrement visée. Le Gouverneur Baron n'eut d'autre alternative que de se précipiter à Calcutta pour y rencontrer Gandhi et lui soutirer une assurance que les choses se feraient 'en leur temps'. Le Gouverneur lui-même déclara que la décision serait en fin de compte prise par les populations elles-mêmes qui devraient pouvoir s'exprimer librement.⁷²

Grâce à l'intervention de Gandhi, le pire put être évité⁷³ et le temps nécessaire pour ouvrir des négociations entre les deux nations, gagné. Le fait qu'il n'y aura pas de vrais pourparlers pendant les sept ans à venir,⁷⁴ ne nous importe pas pour le moment.

Le chargé d'affaires Roux pour sa part rencontra Nehru le 8 août et demanda au Premier ministre que rien de fâcheux ne se passe à l'occasion du 15 août. Il avait un message urgent de Georges Bidault : celui-ci espérait que des incidents pourraient être évités, car cela ajouterait aux difficultés de la situation.

Roux rassura le Premier ministre sur les intentions françaises :

Le Gouvernement français considérait activement et d'une façon urgente l'avenir des territoires français en Inde. Il avait décidé de céder presque immédiatement les Loges françaises au Gouvernement de l'Inde sans entrer dans aucune discussion. Il avait aussi décidé d'accorder aux municipalités dans les Etablissements français des pouvoirs financiers et administratifs étendus. Ces municipalités auraient ainsi beaucoup plus d'autonomie dans l'avenir.

⁷² Dans un discours après sa prière du 17 août, Gandhi exprima son désaccord avec les *satyagrahis* et les baptisa même de '*duragrahis*'.

⁷³ C'est-à-dire une occupation par la force des territoires français.

⁷⁴ D'une certaine façon, il sera alors trop tard pour la France.

Tout ceci est considéré comme un premier pas.⁷⁵

Nehru commentait :

...Ils veulent nous assurer qu'ils désirent que toutes ces questions se résolvent amicalement entre le Gouvernement français et le Gouvernement de l'Inde et conformément aux vœux de la population de l'Inde française.

Cependant en vue de la procédure parlementaire, ils ne peuvent rien déclarer pour le moment.

...Il [Bidault] tenait beaucoup à ce que l'on donne de la publicité à la question des Loges le plus tôt possible, il espère que cela pourrait avoir un effet positif en Inde.

Par contre, Nehru ajouta qu'en ce qui concernait l'agitation, il ne pouvait pas faire grand-chose, ce qui bien entendu n'était pas tout à fait vrai.

...C'est très difficile et en fait à peine possible, pour nous, de faire quoi que ce soit à ce sujet. Il y a toutes sortes de groupes au Bengale et nous ne pouvons pas les contrôler. En fait, nous avons nous-mêmes de nombreux problèmes avec divers groupes dans plusieurs parties du Bengale, particulièrement dans les industries du charbon et de l'acier. Même le soi-disant Congrès à Chandernagor n'a aucun lien officiel avec le Congrès national Indien, bien qu'ils utilisent le nom de 'Congrès'. C'est un groupe indépendant qui a une sympathie avec les idéaux du Congrès national, mais qui fonctionne de façon totalement indépendante.⁷⁶

C'est une chose que nous verrons se reproduire plusieurs fois dans les années qui suivirent l'indépendance : d'une part Nehru insiste devant ses interlocuteurs qu'il ne peut rien faire pour contrôler les différentes branches du Congrès et, d'autre part, il écrit aux différents responsables pour faire monter ou baisser la pression. Il est clair que Nehru contrôlait très bien la machinerie d'un parti dont il était le président. Nous y reviendrons.

⁷⁵ Note, 8 August 1947. External Affairs Department File No. 26(26)-X/47, pp.13-14, National Archives of India.

Aussi dans *SWJN, Series II, Vol. 3, p. 412.*

⁷⁶ Ibid.

Un silence étrange : la cession des Loges

Une des choses les plus étranges au point de vue est historique est qu'une lettre envoyée le 12 août par Georges Bidault à propos de la cession des Loges, ne fut reçue par Nehru que le 22 septembre (Nehru n'y répondra que le 30 septembre).⁷⁷ Cette lettre montrait la sincérité du gouvernement français à faire avancer la question. Les Loges, dont le nom et l'emplacement n'étaient pas donnés, étaient généreusement offertes par la France, c'était le petit geste que Nehru avait exigé pour pouvoir débiter des discussions plus sérieuses. Le plus bizarre est qu'entre le temps où cette lettre fut envoyée et le moment où elle fut reçue par Nehru, la France et l'Inde avaient signé une Déclaration conjointe dont nous citerons plus loin le texte. On peut se demander encore une fois si le fait que Nehru ait été trop préoccupé par la situation intérieure en Inde et ses différentes responsabilités ne lui fit pas 'négliger' de s'occuper de cette lettre importante du Président du Conseil français. La France avait pourtant insisté, nous l'avons vu, pour que publicité y soit donnée. Voici donc, le texte de la réponse de Nehru à Bidault :

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 12 août 1947, que j'ai reçu le 22 de ce mois [septembre].

Le Gouvernement de l'Inde se réjouit et accepte la décision du Gouvernement de la République française quant à la renonciation aux droits historiques que la France a exercés dans les territoires connus sous le nom des Loges françaises en Inde³, en faveur du Dominion de l'Inde.

Par suite du retard de votre courrier, il n'était pas possible que la cérémonie du transfert ait lieu le jour que vous avez proposé.

⁷⁷ Neogy dans son excellent ouvrage sur la décolonisation nous dit : « Le 13 août, Roux lui remit [à Nehru] une lettre de Bidault lui transmettant les félicitations [du gouvernement français] à l'occasion de l'accession de l'Inde à sa souveraineté nationale ainsi que la décision du gouvernement français de renoncer à ses droits historiques sur les Loges en Inde » Trop occupé par des problèmes plus pressants, Nehru avait dû oublier cette lettre et son contenu.

³ Les Loges devaient seraient cédées 'officiellement' le 6 octobre 1947.

Puis-je utiliser cette occasion pour exprimer de la part du Gouvernement de l'Inde mon appréciation sincère pour ce geste amical qui aidera à renforcer les relations cordiales existant entre les Gouvernements de la République française et l'Inde ?⁷⁸

Nous reviendrons en une ou deux occasions sur cette première année des relations diplomatiques entre l'Inde et la France et sur les premiers pas de la diplomatie indienne. Il nous faudra mentionner entre autres les difficultés auxquelles Nehru devra faire face avec certains de ses collaborateurs.

Nous avons essayé de remettre les événements de cette année décisive dans leur contexte en montrant les difficultés auxquelles eurent à faire face les dirigeants de la France et de l'Inde indépendante et en indiquant pourquoi on laissa peut-être échapper l'opportunité de régler d'une façon satisfaisante la question des comptoirs.

Entrevue avec le Sénateur Subbiah

Il nous faut signaler une entrevue qui eut lieu quelques jours après l'indépendance entre le Premier ministre indien et le dirigeant communiste pondichérien V.K. Subbiah. Bien que Subbiah ait été membre du Conseil de la République,⁷⁹ c'était lui qui organisait la lutte contre la politique française. C'est sans doute à ce titre que Nehru accepta de le rencontrer.

Il fut à notre connaissance le seul dirigeant des Indes françaises reçu par Nehru au cours de cette première année. Il faudra attendre 1949 pour voir une délégation de Pondichéry conduite par Goubert⁸⁰ être reçue officiellement.

Les *Selected Works of Jawaharlal Nehru* dans un article intitulé « Pas de tolérance de l'autorité française en Inde » décrit ainsi la visite. En voici le texte :

Pandit Nehru a exprimé sa sympathie totale avec le mouvement qui se déroulait dans les différentes parties de l'Inde française. Quand on lui demanda

⁷⁸ *SWJN, Series II, Vol. 4, p. 642.*

⁷⁹ Le Sénat français.

⁸⁰ Leader du Parti socialiste de l'Inde française et pendant longtemps ardent partisan des Français.

s'il était d'accord pour que le Gouvernement français reste en Inde avec l'idée d'établir des relations culturelles entre la France et l'Inde, il a expliqué qu'il avait seulement exprimé son désir d'avoir des relations culturelles avec la France, mais qu'il n'a jamais accepté la domination politique des Français sur aucune population de l'Inde.⁸¹

Cela confirme que pour l'Inde, l'opération devait se passer en deux temps : tout d'abord les Français devaient remettre les clés de l'administration à l'Inde, puis on pourrait discuter de culture.

f- La Déclaration conjointe : Une solution amicale ?

Sentant la pression monter, les deux nations décidèrent finalement de faire une Déclaration conjointe, le 28 août 1947.

Egalement désireux de resserrer et de développer les liens d'amitié qui les unissent, les Gouvernements français et indien, soucieux d'ajuster dans les moindres délais et dans un esprit loyal de compréhension leurs vues et leurs intérêts dans tous les problèmes touchant leurs relations, ont décidé d'étudier ensemble un règlement amical des problèmes des Etablissements français de l'Inde. Ils entendent rechercher les solutions les plus adéquates, en tenant compte à la fois des coutumes et des aspirations, des liens historiques et culturels qui les unissent à la France et à l'Inde.⁸²

Les bases d'une solution semblaient jetées et une solution amicale semblait en vue, d'autant plus que le Quai d'Orsay travaillait d'arrache-pied sur une solution, peut-être trop utopique, d'une autonomie des comptoirs en association avec l'Union française et la République indienne. C'était sans compter sur les éléments les plus extrémistes dans le Congrès national indien, ni sur ceux de la rue d'Oudinot qui redoutaient un précédent pour les autres colonies françaises, en particulier la Tunisie, le Maroc et l'Indochine.

⁸¹ *SWJN, Series II, Vol. 4, p. 641.*

⁸² Neogy Ajit, *Decolonization of French India*, (Pondichéry, Institut français de Pondichéry, 1997), p. 281.

Visite de Maurice Schumann

C'est dans ces conditions que Maurice Schumann, le porte-parole de la France Libre fut envoyé en mission 'politique' en septembre 1947 par le Président Ramadier.

La mission de Schumann consistait selon ce dernier⁸³, à « *convaincre le premier gouvernement de l'Inde indépendante, non pas de renoncer, naturellement, à l'annexion des cinq comptoirs, mais de ne pas procéder à cette annexion dans l'immédiat et par la force* ». Le Président de la République lui-même lui avait confié, avant son départ : « *Je suis navré qu'on vous ait chargé d'une mission dont j'ai bien peur qu'elle ne soit d'ores et déjà une mission désespérée.* »

Maurice Schumann, après s'être rendu à Pondichéry et y avoir rencontré, dans son Ashram, Sri Aurobindo, le grand sage et ancien leader nationaliste, voyagea jusqu'à Chandernagor pour se rendre compte sur place de la situation. Il continua son voyage jusqu'à Calcutta pour y rencontrer Gandhi et lui communiquer l'objet de sa mission : « Nous sommes prêts à partir, mais donnez-nous le temps ». Gandhi accepta.⁸⁴

Finalement, il arriva à Delhi pour présenter sa proposition au Premier ministre indien.

Et quand j'ai vu Nehru, que je connaissais d'avant-guerre... je connaissais surtout Indira – parce qu'Indira, jeune fille charmante, en 1939, cherchait un Français bilingue, ayant fait des études en Angleterre, pour traduire les Mémoires de son père. ...Je m'attendais donc à être très bien accueilli par Nehru.

⁸³ Interview avec le magazine *Auroville Today*, Auroville, 1988.

⁸⁴ Je remercie M. l'ambassadeur Lewin pour m'avoir indiqué deux livres de Maurice Schumann sur son voyage en Inde : Maurice Schumann, *La Mort née de leur propre Vie. Péguy, Simone Weil, Gandhi*, (Paris : Fayard éditeur, 1974), et Maurice Schumann, *Les Grandes Conférences du Figaro*, (Paris, éditions 1, 1998). Malheureusement, je n'ai pas pu consulter ces ouvrages avant la publication de cette étude.

Or, je n'ai pas été bien accueilli.⁸⁵ Nehru m'a reçu dans un silence et avec sécheresse... je le plaçais devant le fait accompli.⁸⁶ Il n'aurait pas demandé mieux, peut-être, que de me dire : « Par égard pour la France qui a été malheureuse... je consens à ne pas... vous pouvez dire à M. Ramadier qu'il ne s'inquiète pas pour le moment... » Mais quand je suis arrivé, la partie était gagnée, et les hommes politiques n'aiment pas ça.

Il avait une puissance de silence qui dépassait l'entendement. L'ambassadeur de France, à l'époque, était Daniel Lévi, le fils de Sylvain Lévi, et Nehru avait une grande admiration pour lui.

Il se retournait tout le temps vers Daniel Lévi, comme pour lui dire : « Je ne sais pas pourquoi on m'envoie ce petit bonhomme – j'avais 35 ans – alors que vous, ambassadeur chevronné, fils de Sylvain Lévi, vous faites très bien l'affaire. » Donc, il m'a reçu très sèchement. Plus tard les relations sont devenues extrêmement cordiales, car j'étais l'ami d'Indira.⁸⁷

D'après les coupures de presse de l'époque, la mission, officiellement 'culturelle', était très intéressée par l'idée de l'université internationale à forte composante française. L'Inde ne patronnait-elle pas elle-même., la *Vishva Bharati*, université internationale de Shantiniketan créée par le poète Tagore ?

Dans l'interview citée plus haut, Maurice Schumann situe les circonstances de la visite et les difficultés des dirigeants indiens : pour ceux-ci la question pondichérienne n'était pas la plus brûlante de toutes bien qu'étroitement liée aux autres problèmes de l'Inde nouvellement indépendante.

Quand je suis arrivé à Chandernagor, je me suis trouvé devant une situation de toute évidence intenable. Essayez d'imaginer que vous sortez par la Porte d'Auteuil, que vous arrivez à l'entrée de Boulogne, que vous voyez un drapeau indien, et on vous dit alors : « Vous êtes en territoire indien ; il y a ici un député qui siège au parlement de Calcutta ». Chandernagor apparaissait,

⁸⁵ C'est un autre témoignage qui nous fait dire que l'idée de ce pied 'culturel' de la France en Inde ne plaisait pas beaucoup à Nehru.

⁸⁶ Car il avait fait le faux pas diplomatique de rencontrer Sri Aurobindo et Gandhi avant Nehru.

⁸⁷ Ibid.

beaucoup plus que Pondichéry qui est une entité, comme un scandale géographique, ou historique, car c'était vraiment une ville de la banlieue industrielle....

Mais ce qu'il faut ajouter tout de suite – cela a été le deuxième facteur bien regrettable et même dramatique du succès de ma mission – c'est que l'Inde était déchirée, à ce moment-là, par ce qu'on a appelé les « luttes communales » – charmant euphémisme –, c'est-à-dire ravagée par des massacres (comme d'ailleurs notre siècle en est jalonné, comme il semble s'en produire aujourd'hui encore en Arménie, par exemple, ou dans l'enclave arménienne de l'Azerbaïdjan.) Mais là, aucune comparaison : dans l'Inde, tout se multiplie par 10, par 100 ou par 1000. Le spectacle de Calcutta était atroce : les chauffeurs de taxi étaient musulmans et, la veille de mon arrivée, à côté de chaque taxi il y avait un musulman la gorge ouverte. Je ne parle pas de la misère : je venais d'une Europe qui n'était pas remise des désastres de la guerre, mais qui semblait nager dans l'opulence à côté du spectacle qu'offrait l'Inde indépendante.

Comme je le raconte dans le chapitre de mon livre consacré à la mort de Gandhi – Gandhi jeûnait à ce moment-là jusqu'au risque de la mort pour arrêter la guerre intestine ; il était déjà inconsolable du partage de 'Mother India', de la Mère Inde – mais que dire des massacres....

Voilà l'atmosphère de l'Inde du moment.

Il est dommage que nous n'ayons pu trouver de documents officiels, si ce n'est quelques coupures de journaux de l'époque, sur la visite de Maurice Schumann. Pour certaines raisons, peut-être le fait qu'il n'avait pas été délégué par un des ministères de tutelle pour les Etablissements, peut-être aussi parce que Schumann s'intéressait d'un peu trop près à la philosophie hindoue, toujours est-il qu'il ne nous a pas été possible de mettre la main sur son rapport de mission dans les archives françaises. Cela aurait sans doute aidé à jeter une lumière nouvelle sur cet échec d'un transfert de pouvoir.

4- La mise en œuvre de la politique étrangère indienne : quelques aperçus sur les relations franco-indiennes

Nous allons maintenant étudier quelques aspects spécifiques de la politique indienne vis-à-vis de la France pour essayer de voir comment Nehru réussit à mettre en pratique sa politique étrangère définie plus haut. Pour commencer, nous prendrons le problème du référendum et nous suivrons Nehru dans sa démarche de 1947 à 1954.

a- La question du référendum

Quelques semaines avant l'indépendance, Nehru ne pensait pas vraiment qu'il serait nécessaire d'organiser un référendum pour décider de l'avenir des Etablissements français en Inde. En fait, la propagande du Congrès national indien était depuis le premier jour : « Pourquoi est-il nécessaire de demander aux Indiens s'ils veulent devenir indiens ? » Dans une note du 27 juin 1947 déjà citée, sur 'L'Avenir des Etablissements français et portugais', Nehru précisait sa pensée :

Je pense qu'il est très probable que dès août 1947, le Gouvernement indien fera des propositions formelles en ce qui concerne l'Inde française et portugaise. Ce qui doit inévitablement signifier l'absorption de ces régions dans l'Union indienne. Au pire cela pourrait vouloir dire quelque référendum populaire. Colonel Fletcher et M. Baig pourraient bien préparer le terrain pour cela.⁸⁸

Nous voyons que Nehru n'envisage une consultation populaire qu'en dernier lieu. Que les consuls britannique et indien à Pondichéry puissent 'préparer le terrain' est une remarque quelque peu surprenante sous la plume de Nehru, mais nous verrons que 'l'aide' de Baig sera souvent utilisée.

⁸⁸ Note, 27 June 1947. External Affairs Department File No.26(26)-X/47, pp. 6-7/n, National Archives of India. Aussi dans *SWJN, Series II*, Vol. 3, p. 411.

Le 29 juin 1948, l'échange de lettres entre Nehru et Daniel Lévi, l'ambassadeur de France à New Delhi, montre Nehru s'était fait à l'idée d'un référendum.

Mon Gouvernement partage chaleureusement le désir du Gouvernement français pour un référendum par lequel la population de l'Inde française doit être consultée. Il doit se tenir dans une atmosphère libre de passion et de haine et sans pressions internes ou externes.⁸⁹

Entre-temps, le chargé d'affaires Roux, puis l'ambassadeur Lévi avait expliqué au Premier ministre indien que la France ne pouvait se défaire d'aucune de ses possessions avant que les populations n'aient été consultées. La Constitution française l'exigeait.⁹⁰

C'est pourquoi le 8 juin 1948, le gouvernement français avait annoncé des élections dans les territoires pour élire un corps qui déciderait de la procédure du référendum.

Il faut noter que parallèlement à la question du rattachement des comptoirs français à l'Inde, Nehru avait un problème autrement plus épineux à résoudre, le sort de l'Etat dont il était originaire : le Cachemire.

Dans les premières semaines après l'indépendance, alors que le Maharadjah Hari Singh hésitait à choisir entre Inde et Pakistan, des commandos (*raiders*) commencèrent à s'infiltrer dans la vallée avec l'objectif de s'emparer de Srinagar. Mais au passage, ils commirent les pires crimes dans la région de Baramula et durant les semaines qui suivirent l'accession de l'Etat de Jammou et Cachemire à l'Union indienne⁹¹, l'opinion publique cachemirienne, révoltée par les événements de Baramula, était définitivement en faveur de l'union avec l'Inde.

Fort des informations détaillées de ses services de renseignement sur l'état d'esprit des populations à ce moment-là, Nehru déposa une plainte aux Nations unies contre les infiltrations pakistanaises et 'généreusement' offrit qu'un plébiscite soit organisé pour résoudre la question du Cachemire.

⁸⁹ Neogy Ajit, op. cit., p. 283.

⁹⁰ Bien que cela ait été oublié dans le cas des Loges.

⁹¹ Le 27 octobre 1947.

Ce plébiscite, on l'oublie souvent, était un plébiscite avec des conditions : dans un premier temps les troupes pakistanaises et les *raiders* devaient se retirer des parties du Cachemire occupées par le Pakistan,⁹² et dans un deuxième temps, les troupes indiennes devaient quitter le côté qu'elles occupaient. Ce n'était qu'après ce retrait des forces pakistanaises et indiennes que le plébiscite pourrait avoir lieu. Nous verrons l'importance de ce détail quand la question du référendum dans les Etablissements deviendra plus pressante.

Quoiqu'il en soit, dans les premiers mois de 1948 Nehru pensait que son peuple⁹³ se rallierait à l'Union indienne. Mais la situation devait rapidement évoluer sur le terrain et déjà des rapports lui annonçaient que dans la région de Muzaffarabad (sous occupation pakistanaise), l'opinion des populations, très proches des musulmans du Pundjab et qui n'avaient pas connu les sévices des *raiders*, avait beaucoup évolué. C'est dans ce contexte que devaient se tenir fin décembre les élections municipales dans les Etablissements français⁹⁴.

Nehru comprit rapidement que même s'il était évident que les Indiens voulaient être indiens, il y avait bien d'autres facteurs en jeu, dont le principal était la question de la fraude électorale, art traditionnel à Pondichéry.

Dans une lettre du 16 juillet 1948, adressée au Président du Karikal National Congress, lui enjoignant de participer aux élections, Nehru réitérait :

Le Gouvernement de l'Inde a déclaré à plusieurs reprises qu'il se soumettrait à la volonté des populations concernées, à condition bien sûr que cette volonté soit correctement établie.

...Les élections municipales sont seulement un préliminaire et seulement le corps élu décidera de la procédure du référendum. Toute organisation boycottant ces élections sera naturellement à son désavantage.⁹⁵

⁹² Connues sous le nom 'd'Azad Kashmir' ou 'Cachemire libre'.

⁹³ 'Pandit' Nehru signifie seulement que Nehru était un brahmane du Cachemire. Il est étonnant que Nehru, laïc par excellence et qui lutta toute sa vie contre le système des castes, ait accepté de se faire appeler d'un terme rappelant sa caste.

⁹⁴ Elections que le gouvernement français avait annoncées le 8 juin 1948.

⁹⁵ *SWJN, Series II, Vol. 7, p. 680.*

En août 1948, après avoir rencontré à Madras une délégation de Pondichéry, qui lui décrivit comment se préparaient les élections, il écrivit au Secrétaire général du ministère des Affaires extérieures :

...ils m'ont parlé des décisions qui ont été prises par les autorités françaises pour empêcher des élections libres et honnêtes. Je ne sais pas exactement ce que nous pouvons faire à ce sujet mais nous pourrions attirer l'attention de l'ambassadeur français sur ces plaintes et leur faire comprendre qu'à moins que les élections ne soient libres et honnêtes pour tous les partis, cela n'aidera pas à atteindre l'objectif pour lequel elles sont organisées.⁹⁶

Pour Nehru, la situation sur les deux fronts ne s'améliorait pas : après une visite au Cachemire début octobre 1948 où il avait vu lui-même les conditions, il reçut des nouvelles des élections dans les comptoirs.

Dans une note du 15 novembre 1948, intitulée 'Le référendum dans les enclaves françaises', Nehru informait le Secrétaire général du ministère des Affaires extérieures :

Je voudrais dire que, au vu des développements récents, toute cette affaire d'élections et de référendum est partie de travers. Nous ne devons donc rien promettre qui aille dans cette direction.⁹⁷ Nous n'avons pas besoin non plus de le rejeter, mais nous devons dire que d'après nos expériences récentes, il est très difficile pour nous de considérer des élections ou un référendum d'une manière sérieuse.⁹⁸

Après le cessez-le feu qui avait eu lieu au Cachemire le 1^{er} janvier 1949, Nehru avait de plus en plus de doutes quant à une solution par 'consultations' pour résoudre la question des comptoirs. D'autant plus qu'il se rendait bien compte qu'il s'était enfoncé dans le borbier des Nations unies, où de nombreuses puissances n'étaient pas intéressés par sa 'neutralité' mais, par contre, montraient un grand intérêt pour le Proche Orient. Elles trouvaient dans le

⁹⁶ *SWJN, Series II, Vol. 7, p. 681.*

⁹⁷ L'ambassadeur Lévi avait proposé de nommer des observateurs neutres.

⁹⁸ *SWJN, Series II, Vol. 8, p. 424.*

Pakistan un allié de taille qu'il était bon de ménager. Sans le vouloir, Nehru était entré dans le grand jeu de la guerre froide et de la *real* politique.

Au cours d'une conférence de presse, le 5 août 1949, il dit clairement que l'Inde acceptait toujours l'idée d'un référendum, mais que si le résultat de ce référendum n'allait pas dans le sens de 'l'histoire', l'Inde en refuserait le résultat :

Question: N'auriez-vous pas pu dire au Gouvernement français que leurs territoires en Inde étaient des cadeaux des Anglais et que maintenant que les Anglais étaient partis honorablement, il serait mieux qu'ils suivent le même chemin ?

Nehru : ...Nous avons pris une position qui n'est pas tout à fait logique, si je puis dire. Mais nous disons deux choses qui sont contradictoires. Tout d'abord, nous disons, et nous ne bougerons pas de cette position, que cette question doit être décidée par le vote de ces populations. Nous nous y soumettrons parce que nous n'entendons pas du tout forcer les [Français]. D'autre part, nous disons aussi que nous ne pouvons pas concevoir -- vote ou pas vote -- qu'une puissance étrangère reste ici. Autrement dit, si le vote n'était pas vraiment en faveur de l'Inde [pour l'union avec l'Inde], nous nous y soumettrions, mais la question restera non résolue jusqu'à ce qu'elle soit résolue plus tard d'une autre façon. Cela signifierait simplement retarder la solution du problème. Heureusement, cette éventualité est peu probable, donc ce n'est pas très important.⁹⁹

Les choses en restèrent là pendant les deux années suivantes et nous n'entrerons pas dans les discussions compliquées sur des observateurs 'neutres'.

La seule chose qu'il nous est nécessaire de noter est que sous la pression populaire (et celle du Congrès), en 1949 un référendum fut organisé par l'administration française à Chandernagor afin de savoir si la population voulait rester avec la France ou bien s'unir au destin de l'Inde. Cette consultation se

⁹⁹ *SWJN, Series II, Vol. 12, p. 7.*

déroula dans des conditions acceptables, au moins pour le gouvernement indien.¹⁰⁰

Le 1 octobre 1951, au Parlement, Nehru fit le point de la situation et réitéra la position officielle de son gouvernement.

Il avait été annoncé en juin 1948 qu'un référendum aurait lieu pour déterminer l'avenir des territoires français. En juin 1949, un référendum a eu lieu à Chandernagor dans lequel la population a voté avec une majorité écrasante en faveur de l'union avec l'Inde. Un transfert *de facto* du pouvoir a eu lieu en mai 1950 et le traité de cession de Chandernagor a été signé en février 1951.

Aucun référendum n'a eu lieu pour le reste des territoires français de Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanam. La position du gouvernement indien a été et est toujours que, tant que les conditions pour un référendum libre ne seront pas réunies sur ces territoires, le gouvernement indien n'en acceptera pas les résultats. De telles conditions sont malheureusement encore très éloignées.¹⁰¹

Mais déjà les dés étaient jetés. L'Inde ne pouvait pas se permettre de créer un précédent qui sans aucun doute aurait une influence sur la question du Cachemire. En effet, si Nehru avait accepté un référendum sans pré-conditions à Pondichéry, le Pakistan n'aurait pas manqué pas d'approcher les Nations unies et les puissances occidentales pour obtenir la même chose au Cachemire. Nehru qui s'était lui-même jeté dans la gueule du loup en en référant aux Nations unies, connaissait trop bien la 'neutralité' douteuse de certaines nations occidentales envers l'Inde.

Un an plus tard, le 9 octobre 1952, dans un discours à Madras, le Premier ministre employa des mots assez forts pour annoncer qu'il n'était plus question de référendum.

Aucune discussion sur la question des Etablissements français n'est possible, avec qui que ce soit, à cause de l'atmosphère qui a été créée à Pondichéry. Là-

¹⁰⁰ Depuis les premiers jours après l'indépendance de l'Inde, le gouvernement français ne s'était jamais fait trop d'illusion sur la possibilité de 'sauver' Chandernagor.

¹⁰¹ *SWJN, Series II, Vol. 16, p. 663.*

bas, si une personne parle de l'union avec l'Inde, des voyous arrivent pour lui écraser la tête.

Une semaine plus tard, l'Inde officialisait la décision que Nehru devait avoir prise depuis quelques mois déjà. Le 17 octobre 1952, dans un Aide-mémoire adressé au gouvernement français, au sujet des Etablissements français en Inde, le gouvernement de Delhi mentionnait :

La situation existante a convaincu le gouvernement indien qu'il ne servait à rien de continuer sur cette base et d'avoir un référendum dans les Etablissements français. Les conditions favorables pour organiser un référendum libre et impartial ont, de fait, cessé d'exister.¹⁰²

Quelques jours plus tard, au cours d'une conférence de presse, il confirma que l'idée du référendum était morte et enterrée :

Q : Pensez-vous revenir sur l'accord de 1948 qui disait que le destin des Etablissements français devrait être résolu par un référendum ?

...J'avais cru avoir été clair en disant que cet accord a été dénoncé par une succession d'actes sur le territoire des Indes françaises. En dépit de nos protestations répétées, ces actes continuent et la situation s'est détériorée. En fait, depuis que j'en ai parlé à Madras, j'ai reçu une autre liste de brigandage [*goondaism*] perpétrée là-bas. Donc, l'idée d'un plébiscite est bel et bien enterrée. Il ne pourra pas avoir lieu.¹⁰³

La France devra faire un compromis avec sa propre Constitution deux ans plus tard lorsqu'elle acceptera que les élus 'représentant' la population de Pondichéry (et non pas cette population elle-même) votent pour choisir l'union avec l'Inde. Nehru ne devait pas être mécontent que la question de l'Inde française, sans trop d'importance par ailleurs si ce n'est pour le prestige de la France et de l'Inde, se soit terminée sans créer un précédent fâcheux pour la question du Cachemire.

¹⁰² *SWJN, Series II, Vol. 19, p. 679.*

¹⁰³ *SWJN, Series II, Vol. 20, p. 523.*

b- Nehru et le processus de décolonisation

Après avoir décrit les idées très précises et très conséquentes de Nehru sur la décolonisation, il est intéressant de jeter un regard sur la façon dont cette politique pourra s'appliquer en pratique et quel compromis Nehru devra faire pour ne pas sacrifier d'autres aspects de sa politique extérieure tels que la non-violence et le non-alignement. Comme nous l'avons brièvement signalé, il n'était pas très facile de marier ces différents aspects.

Nous avons vu les réactions de Nehru sur la question indochinoise en 1947 : il avait dû faire des compromis dans le cas de l'accord sur les transports aériens, bien que, durant cette première année, il n'eût pas manqué une occasion de rappeler aux représentants du gouvernement français ses vues sur l'avenir de l'Indochine. On peut penser que dans une certaine mesure la France respectait ces vues, même si elle ne les partageait pas.

Nous allons voir maintenant l'attitude de Nehru vis-à-vis de la situation en Tunisie. Le Premier ministre adorait montrer en public, spécialement durant ses voyages à l'étranger, le côté extrêmement idéaliste que nous avons vu. Mais devant affronter des problèmes concrets, il commençait à devenir plus pragmatique, d'autant plus qu'il avait maintenant un rôle à jouer dans le monde, et les rapports de forces n'étaient peut-être pas aussi simples qu'il l'avait cru quelques années plus tôt, lorsqu'il avait pris la direction du grand navire indien. Bien que la France eût déjà offert une très grande autonomie à la Tunisie, ce n'était pas certainement pas suffisant pour certains de ses leaders comme Habib Bourguiba et Taieb Slim. Ceux-ci voulaient faire un voyage en Inde pour y rencontrer Nehru. Le Premier ministre accepta immédiatement de les recevoir¹⁰⁴. Cependant, voulant ménager la France, sa politique resta très mesurée vis-à-vis

¹⁰⁴ Une autre raison pour accepter de recevoir Bourguiba était peut-être que certaines de ces nations que l'Inde défendait dans leur lutte pour l'indépendance nationale, étaient violemment anti-indiennes sur la question du Cachemire. Cela était apparu à Conférence mondiale islamiste à Karachi en février 1951. Bourguiba était considéré comme plus modéré.

du mouvement d'indépendance. Dans une note datée du 18 mars 1951 adressée au Secrétaire général du ministère des Affaires extérieures, Nehru écrit :

Même si nous avons sincèrement de la sympathie pour le mouvement de libération tunisien, il n'est peut-être pas conseillé dans notre cas de parrainer quelque résolution que ce soit aux Nations unies. Nous sommes nous-mêmes empêtrés dans la question du Cachemire et dans d'autres problèmes et il ne serait pas bon pour la Tunisie que nous soyons leurs principaux parrains. Cependant, cela dépendra des événements. Dans tous les cas, nous leur offrirons le plus de soutien politique possible.

Quant au soutien financier pour aider un centre d'information, ceci, de nouveau, semble un peu difficile et embarrassant, au vu de nos relations avec le gouvernement français. Si nous voulons peser de tout notre poids sur ces problèmes, nous nous devons de rester à l'extérieur de ces problèmes compliqués qui pourraient être utilisés contre nous. Nous avons nos propres problèmes avec le gouvernement français à propos des territoires français en Inde.¹⁰⁵

Là encore nous voyons poindre la question du Cachemire, mais la modération de Nehru est principalement motivée par le souci de ménager la France.

Quelques jours plus tard, dans une déclaration de politique étrangère à la Chambre Basse (Lok Sabha), le Premier ministre se plaignait des éléments durs au Parlement qui voulaient une action beaucoup plus radicale de la part du gouvernement indien pour régler rapidement le contentieux franco-indien. Mais Nehru n'était pas Bismark et ne voulait pas l'être.

Au sujet des territoires étrangers en Inde, certains membres de l'Assemblée voudraient que nous lancions quelque sorte d'ultimatum [à la France]. C'est extraordinaire de voir jusqu'où certains élus peuvent aller dans ce qu'ils appellent la ligne dure. Ils veulent que nous lancions des ultimatums au Conseil de sécurité des Nations unies, à différents pays étrangers, à différents

¹⁰⁵ *SWJN, Series II, Vol. 16 (1), p. 505.*

territoires en Inde, à tous ceux qui, d'après eux, ne fonctionnent pas de la façon dont eux pensent qu'ils devraient fonctionner.

Ce n'est pas une manière correcte d'agir. En outre, ce n'est pas une façon très réaliste de voir les choses. Dans ce monde compliqué, on ne peut pas initier des actions, lancer des ultimatums, si on ne fait pas suivre [ces déclarations] d'une politique bismarkienne à laquelle les membres de cette auguste chambre ont fait allusion, et si l'on n'a pas la force de Bismark derrière et si le parti d'en face n'a pas la faiblesse correspondante.¹⁰⁶

Il explique ainsi que non seulement il doit faire des compromis, comme dans le cas de la Tunisie, mais il doit aussi ménager des nations comme la France. Dans tous les cas, il restera en faveur d'un processus pacifique pour trouver une solution à de tels problèmes.

Un peu plus tard, après avoir reçu le rapport de H.S Malik, l'ambassadeur de l'Inde à Paris, sur sa rencontre avec Bourguiba en janvier 1952, Nehru confirma ce qu'il avait dit plus tôt :

J'ai à peine besoin de vous dire que toute ma sympathie va au mouvement de libération de la Tunisie.

L'an dernier j'ai eu une longue entrevue avec quelques-uns de leurs représentants venus de Tunis et je leur ai expliqué notre position en détail. Je pense que le gouvernement français n'a pas bien agi là-bas et n'agit toujours pas avec sagesse.

...Pour ce qui est des affaires coloniales, le gouvernement français montre un stupéfiant manque d'intelligence. Ils ont fait un gâchis en Indochine et sans aucun doute ils feront de même en Tunisie et au Maroc.

Malgré tout cela, je suis parfaitement d'accord avec vous que nous ne devons pas prendre l'initiative sur ce sujet aux Nations unies. Nos propres relations avec la France, bien qu'en général amicales, ne le sont pas du tout en ce qui concerne Pondichéry, etc. Je ne pense pas que cela aiderait d'aucune façon la

¹⁰⁶ *SWJN, Series II, Vol. 16 (1), p. 510.*

cause de la libération tunisienne, si nous traitons cette affaire de la façon suggérée [en soutenant la Tunisie aux Nations unies].

...Je pense qu'ils [les Tunisiens] ne réalisent pas vraiment certains autres aspects du problème, notamment notre friction avec la France au sujet de Pondichéry.

Nous avons déjà la question du Cachemire aux Nations unies. Cela suffit.¹⁰⁷ Donc nous ne devons pas prendre l'initiative.¹⁰⁸

Une semaine plus tard Nehru écrivit à nouveau à Malik pour expliquer (et préciser) sa lettre précédente :

Nous devons trouver un équilibre entre notre sympathie pour le peuple tunisien, nos actions dans le passé en faveur de sa liberté, certaines considérations pratiques et la procédure diplomatique. Le gouvernement français a, comme d'habitude, fait un grand gâchis du problème. Selon tous les rapports reçus, la situation en Indochine est très mauvaise pour les Français et cela va sans doute empirer. N'ayant pas appris leur leçon [de l'Indochine], ils créent plus de gâchis en Tunisie.

... Le rythme des événements dans le monde est beaucoup trop rapide pour ces puissances coloniales qui avancent très lentement.¹⁰⁹

Dans les mois suivants, Nehru répétera souvent, dans des notes internes et confidentielles, son opinion peu flatteuse sur la France de l'époque et sa politique coloniale ; il insistera en particulier sur le fait que la France était exsangue et d'une faiblesse économique extrême surtout à cause de la guerre en Indochine. Nous voudrions ici signaler une conséquence importante de cette politique de ménagement envers la France qui, certes, appréciait la position indienne sans pour cela que cela n'aide de façon pratique à résoudre le contentieux : Durant nos recherches sur l'histoire moderne du Tibet, nous avons eu l'occasion d'interviewer d'anciens hauts fonctionnaires tibétains qui participèrent aux délibérations des Nations unies pour les résolutions sur le Tibet en 1959, 1961 et

¹⁰⁷ Souligné par l'auteur.

¹⁰⁸ *SWJN, Series II, Vol. 17, p. 552.*

¹⁰⁹ *SWJN, Series II, Vol. 17, p. 553.*

1965. Tous étaient unanimes pour dire que Nehru perdit beaucoup de son aura auprès des jeunes nations en voie de décolonisation lorsqu'il abandonna le Tibet à son sort, pour 'ménager' la Chine. Il suivit la même démarche pour d'autres nations comme la Tunisie ainsi que nous venons de le voir. Pour ces nations asiatiques ou africaines, si l'Inde n'était pas capable de les aider concrètement en temps de difficulté, elle ne pouvait prétendre jouer un rôle de leader en temps de paix.¹¹⁰

Pour terminer nous devons citer également la position vis-à-vis de l'Algérie, même si ce sujet n'est pas couvert dans la période de notre étude.

Lorsque Ferhhat Abbas vint en Inde pour rencontrer Nehru en octobre 1958, il n'avait qu'un but, que le gouvernement indien reconnaisse son gouvernement provisoire. Il ne devait pas en être ainsi. Nehru encore une fois voulait ménager la France¹¹¹. Il écrivait:

La question d'une reconnaissance immédiate du Gouvernement Provisoire de la République algérienne a des aspects assez difficiles. Cela entraîne la reconnaissance d'un gouvernement qui, si l'on peut dire, fonctionne en dehors du territoire qu'il est censé gouverner. Le vrai test, dans notre esprit, a toujours été : comment pouvons-nous faire quelque chose, et pas simplement un geste, sans être capable d'apporter une aide. Donc pour le moment nous ne reconnaissons pas officiellement son gouvernement.¹¹²

¹¹⁰ La gifle que Nehru reçut de la Chine en octobre 1962, lorsque les troupes chinoises envahirent le nord de l'Inde, devait faire le reste. L'Inde de Nehru, incapable de se défendre, ne pouvait plus prétendre à être le défenseur des petits Etats asiatiques. Le prestige de l'Inde, dont Nehru avait tant pris soin, était perdu et Nehru devait en mourir moins de deux ans plus tard.

¹¹¹ Sans doute pour que le traité de cession des Etablissements français soit ratifié au plus tôt. Cela prendra malheureusement encore quatre ans.

¹¹² Un an plus tard, Nehru agira de même lorsqu'il refusera de reconnaître le gouvernement tibétain en exil. Il est vrai cependant que la Chine était plus près des frontières indiennes que l'Afrique du nord.

c- Certaines autres difficultés de Nehru

Il nous faut maintenant mentionner un autre problème qui, de prime abord, ne paraît peut-être pas très important, mais qui joua tout de même un rôle dans les relations entre la France et l'Inde et, dans une certaine mesure, retarda sans doute la possibilité d'une solution rapide au contentieux franco-indien. Ce problème est le fait que les collaborateurs de Nehru n'avaient pas toujours l'expérience désirée et qu'ils travaillaient souvent à l'encontre des grands principes de la politique extérieure de l'Inde.

Nous prendrons tout d'abord le cas du premier Consul général de l'Inde à Pondichéry : Rashid Ali Baig. Ce n'est pas, d'habitude, le rôle d'un diplomate de se mettre tout le monde à dos, mais Baig avait un don pour cela et réussit cet exploit en un temps record, de telle façon que le gouvernement français devra même à un moment donné demander son rappel.

Pour citer un exemple, en novembre 1947, Baig organisa une réunion publique à Pondichéry pour Ravindra Varma, le Président de la Branche jeune¹¹³ du Congrès national indien. Varma, après avoir déjeuné avec Baig, fut déposé en voiture par le Consul sur les lieux de réunion, où il commença à injurier, entre autres, la France, le Gouverneur Baron et Sri Aurobindo, l'ancien leader nationaliste venu à Pondichéry afin d'y poursuivre sa recherche spirituelle.

Pour donner un aperçu de la violence du discours de Varma, on pourrait citer :

La France n'est plus une puissance de premier ordre, c'est une nation pourrie et dégénérée. Sa monnaie vaut zéro, elle n'est pas indépendante mais à la merci des Etats-Unis.

...J'ai vu leur civilisation sur la place de la Concorde à Paris où circulaient des Français dont le cerveau est saturé d'alcool. Que l'on ne nous parle plus de la France et de sa culture, car la France n'est plus une nation, elle est morte.

Et il continuait ainsi, tantôt sur Baron, tantôt sur Sri Aurobindo et son Ashram, tantôt encore sur le député Saravane.

¹¹³ All-India Youth Congress.

Qu'il [Baron] n'essaie pas de nous faire croire que la France est forte et l'égale de l'Inde.

Baron est comme Jinnah en plus fou. Jinnah au moins, a réclamé un pays [avec un statut] d'une nation autonome. Ce que veut Baron veut n'a pas de sens [une enclave de la culture française en Inde].

Si c'est pour les 5000 roupies par mois que la France le paie qu'il veut rester ici, je le plains, car il n'en profitera pas longtemps.

Après une plainte formelle de la France contre les agissements de Varma et de Baig, l'Inde dut réagir, mais Baig n'en continua pas moins de s'en prendre violemment à ceux qui voulaient rester du côté de la France, ainsi qu'à la France elle-même ou à l'Ashram de Sri Aurobindo¹¹⁴. A part ces attaques ouvertes, il était très jaloux que de nombreuses personnalités indiennes¹¹⁵ rendent visite à Sri Aurobindo sans venir le voir. Il s'en plaignit même à Nehru, qui dut lui répondre le 25 décembre 1947 et lui rappeler qu'il était un diplomate et qu'il y avait une certaine étiquette à laquelle les diplomates devaient se tenir :

... Ce n'est pas simplement une question locale. Cela concerne les relations entre l'Inde et la France. Ces relations, sauf pour Pondichéry, ont été bonnes et nous avons reçu l'aide de la France aux Nations unies.¹¹⁶ La France est techniquement toujours une grande puissance et doit préserver sa dignité. Nous ne pouvons pas traiter cela avec désinvolture.

Un nouvel ambassadeur est arrivé de France. Il a été particulièrement choisi pour nous faire plaisir.. C'est le fils du Professeur Sylvain Lévi, l'indologiste célèbre.

Je n'ai aucun doute que la question des Etablissements français et portugais en Inde sera résolue conformément à nos vœux tôt ou tard.¹¹⁷

¹¹⁴ Qui s'était souvent pourtant déclaré en faveur de l'union avec l'Inde (voir *Mother India*, Bombay, 25 juin, 1949).

¹¹⁵ Comme Surendra Mohan Ghose, Président du parti du Congrès du Bengale.

¹¹⁶ Sur la question de l'apartheid en Afrique du Sud.

¹¹⁷ *SWJN, Series II*, Vol. 4, p. 644.

Ici Nehru mentionne un des problèmes importants auquel il a à faire face : le nombre de dossiers pratiquement 'insolubles' qui s'accumulent sur son bureau fait qu'il n'a pas toujours le temps de se pencher sur les rapports de son Consul général à Pondichéry et même sur la question des Etablissements :

Si nous avions été libres de nos autres problèmes, nous aurions pu nous en occuper immédiatement, mais dans le contexte mondial d'aujourd'hui, nous ne pouvons pas nous permettre de nous battre sur tous les fronts et nous ne voulons pas nous quereller avec la France sur cette question particulière à l'heure actuelle. Nos représentants doivent comprendre cela ainsi que beaucoup d'autres facteurs qui déterminent notre politique générale. Vos propres réactions peuvent être parfaitement justifiées, mais elles doivent être contrôlées et gérées à cause de ces autres facteurs. ¹¹⁸

Mais comme il le fera souvent avec Krishna Menon ou certains autres de ses collaborateurs, il ne les réprimandera pas vraiment mais essaiera plutôt de les raisonner et de leur expliquer les conséquences de leurs excès. ¹¹⁹.

Votre intérêt dans votre travail et votre exubérance sont des qualités admirables, mais parfois l'exubérance pourrait franchir la frontière diplomatique et créer de nouveaux problèmes pour nous. Bien sûr, vous avez ma confiance. ...Il n'y a aucune raison pour que nous élevions une objection à leur université ou au fait que la culture française ait une place en Inde. En fait nous n'y objectons pas si cela peut être fait conformément à un règlement politique.

Deux semaines auparavant, il avait rappelé à Baig qu'en tant que Consul il devait garder des rapports cordiaux avec tous. Nous devons remarquer une fois encore que Nehru, le Premier ministre et ministre des Affaires extérieures, était obligé de s'occuper de beaucoup de détails auxquels un Premier ministre généralement ne consacre pas de temps. Par exemple, Nehru lisait les rapports de fonctionnaires parfois très subalternes (comme Baig), qui d'ailleurs n'étaient prêts à écouter que

¹¹⁸ *SWJN, Series II, Vol. 4, p. 642.*

¹¹⁹ Cela aura des conséquences dramatiques pour la sécurité de l'Inde, à la fin des années cinquante, lorsque Krishna Menon, responsable du portefeuille de la Défense, se mettra à dos tout le gotha militaire indien.

les ordres directs du Premier ministre. Il est étrange qu'un simple consul général doive correspondre directement avec le Premier ministre pour ce qu'il faut bien appeler des détails. En fait, Nehru aimait bien donner quelques leçons de diplomatie à ses collaborateurs comme quinze ans plutôt il donnait des cours d'histoire à sa fille. Il écrivit donc à Baig :

Je suis désolé de vous informer que par suite de nombreuses préoccupations j'ai été incapable de suivre le progrès de vos rapports.

Je les ai envoyés chercher et ...j'ai maintenant étudié ces rapports et j'en ai trouvé la lecture comme d'habitude très intéressante.

Je vois que dans une de vos dernières lettres vous avez demandé une directive. La voici : « Nous ne pouvons pas mettre en application des règles d'étiquette pour des non-fonctionnaires. Donc, nous ne pouvons pas demander à des Indiens, distingués ou pas, qui visitent Pondichéry, de rendre visite au Consul général. »

...A part cette règle générale je dois vous rappeler que l'Ashram et ses disciples ne peuvent pas être jugés d'après les critères ordinaires. Vous les avez comparés à la Cité du Vatican. Beaucoup de ces disciples qui vont régulièrement à Pondichéry, ont souvent rendu visite au Gouverneur au cours de leur séjour. Cela doit être un peu difficile pour eux de perdre cette habitude et de se rendre compte qu'un Consul général indien est en poste là.

...Il n'est pas question pour nous de faire remarquer à M. Surendra Mohan Ghosh ces soi-disant entorses au protocole.¹²⁰

Nous citerons un autre cas : celui de Ramaswami Reddiar, le Premier ministre de l'Etat de Madras qui, après les élections municipales, avait reçu l'ambassadeur de France en Inde¹²¹ ainsi que le Gouverneur des Indes Françaises. La visite de 'courtoisie' se passa très mal et le pauvre ambassadeur se fit insulter par l'homme politique indien.

Cela créa aussitôt un incident diplomatique et l'Inde dut s'excuser des propos et de l'attitude du Premier ministre tamoul.

¹²⁰ *SWJN, Series II, Vol. 4, p. 642.*

¹²¹ Le comte Ostorrog.

Quelques jours après l'incident, en octobre 1948, Nehru écrivit à Reddiar pour lui faire des remontrances :

L'ambassadeur s'est plaint amèrement de la réception que vous lui avez accordée, du langage violent que vous avez employé pendant l'entrevue et généralement de ce que vous avez dit et de la manière dont vous l'avez dit. Cela a créé un incident s'apparentant à un incident international en ce qui nous concerne.¹²²

Nehru mit les points sur les 'i' :

Il n'était pas nécessaire pour l'ambassadeur de vous rencontrer car ses rapports officiels sont seulement avec le Gouvernement [central] de l'Inde. Néanmoins, il a fait l'effort de vous faire une visite de courtoisie.

Comme à Baig quelques mois plus tôt, il dut donner une leçon de coutumes diplomatiques :

Les us diplomatiques exigent certaines formalités et certains types de comportement et si cet usage n'est pas suivi, les relations entre des nations sont aptes à en souffrir.

Nous avons, donc, dû exprimer notre regret à l'ambassadeur français. Je me rends compte que vous n'êtes pas habitué à cette étiquette diplomatique et au protocole et que n'avez probablement eu aucun échange au niveau international avec des ambassadeurs et d'autres personnalités de ce genre.

Il n'en reste pas moins vrai que nous avons été mis dans une position délicate et difficile du fait de ce que vous avez dit à l'ambassadeur français.

Toutes nos transactions avec des pays étrangers doivent passer par notre ministère des Affaires étrangères. **Certes Pondichéry est un petit territoire près de Madras, mais il se trouve que ce petit territoire est associé à la France pour le moment, et nous avons affaire à la République française, représentée ici par son ambassadeur. C'est pourquoi nous ne pouvons pas traiter ce problème comme si c'était une question sans importance.**

¹²² *SWJN, Series II, Vol. 7, p. 681.*

On ne connaît pas la suite de l'histoire -- peut-être n'y en a-t-il pas -- mais le fait est que l'accumulation de petits incidents comme ceux que nous venons de relater n'a sûrement pas aidé à créer les conditions pour une solution amicale et pacifique comme l'envisageaient les deux pays au mois d'août 1947. A la décharge de Nehru, il faut bien dire que les Britanniques quittèrent précipitamment l'Inde à la fin de cette même année et qu'il y avait très peu de personnel formé pour prendre la relève. Les diplomates chevronnés se comptaient sur les doigts de la main et il n'était pas toujours facile de trouver l'oiseau rare dans ces circonstances.¹²³

d- Nehru et la politique pondichérienne

Nous ne pouvons pas ne pas signaler un autre aspect de la vie politique de Nehru, en fait un autre chapeau sur sa tête déjà bien coiffée : celle de chef de parti. Bien que, pendant un court intérim, Purushottamdas Tandon eût occupé le poste de Président du Congrès, Nehru régna pratiquement en seul maître entre 1946 et 1964 à bord du navire du Congrès national indien qui avait amené l'Inde à l'indépendance. Il devait dominer le parti encore davantage après l'assassinat de Gandhi en janvier 1948 et la mort de Sardar Patel, son Premier ministre adjoint en décembre 1950.

Bien qu'il fût constamment débordé par des affaires plus pressantes, Nehru continuait d'avoir un œil sur le parti et était à même d'utiliser ce dernier lorsqu'il était nécessaire.

Nous allons voir comment le Premier ministre indien arrivait à faire monter (ou, à d'autres moments, relâcher) la pression sur le gouvernement français lorsqu'il pensait que c'était nécessaire.

¹²³ Par exemple, n'ayant pas de 'spécialiste' du Tibet au ministère des Affaires extérieures, le gouvernement indien demanda à un Britannique, M. Hugh Richardson, de représenter l'Inde en tant que chef de mission à Lhasa.

Nous verrons également la volatilité des opinions (et même des convictions) des hommes politiques pondichériens qui étaient toujours prêts à changer de bord à la moindre offre un peu plus alléchante, qu'elle vînt de la France ou de l'Inde. Nehru avait toujours voulu garder une certaine décence dans ses actions. Mais, en dépit de ses professions de foi, il n'hésitait pas plus que les autres à utiliser la politique pondichérienne pour en arriver à ses fins. Il est vrai qu'en tant que chef du parti au pouvoir, il se devait d'œuvrer pour mettre en pratique les buts de celui-ci. Or, après la résolution passée en décembre 1948 au cours de la session de Jaipur, la ligne du parti était clairement définie :

L'histoire de l'Inde a eu des hauts et des bas durant le cours des deux cents dernières années (ou même plus). Cela a laissé certaines possessions étrangères dans les diverses parties du pays. Ces possessions étrangères sont demeurées telles pendant cette longue période parce que l'Inde était elle-même sous domination étrangère. Avec la venue de l'indépendance, la continuation de l'existence de ces territoires étrangers en Inde devient une anomalie et est en contradiction avec la conception de l'unité et la liberté de l'Inde. Il est donc devenu nécessaire que ces territoires soient politiquement incorporés à l'Inde et aucune autre solution ne peut être stable ou durable ou en conformité avec la volonté des populations. Le Congrès croit que ce changement surviendra bientôt par des méthodes pacifiques et avec la coopération amicale des gouvernements concernés..

...Le Congrès serait heureux si l'héritage culturel présent de ces territoires pouvait continuer partout où c'est possible et dans la mesure où la population de ces territoires le désire et dans la mesure de l'autonomie accordée, afin de permettre aux populations de ces territoires de sauvegarder leur culture et leurs institutions dans le cadre de l'Inde libre.¹²⁴

Nehru essaiera toujours de s'en tenir à ces résolutions¹²⁵ qui lui laissaient tout de même assez de champ libre pour négocier un accord. Toutefois il était clair qu'une solution telle que certains diplomates français l'envisageaient -- par

¹²⁴ *SWJN, Series II, Vol. 8, p. 426.*

¹²⁵ Nehru en avait écrit lui-même le texte.

exemple un condominium ou l'attribution de la double nationalité -- n'était acceptable ni pour Nehru ni pour le Congrès. Cela laissait, par contre, peu de place de manœuvre à la diplomatie française pour se retirer la tête haute.

e- Les volte-face de la politique pondichérienne

Pour donner un exemple des difficultés de Nehru et montrer comment il était cependant capable d'utiliser les forces en présence, nous prendrons l'exemple de Goubert¹²⁶ et de sa délégation. Celle-ci, après les élections municipales de décembre 1948, avait été mandatée par les Conseils municipaux des comptoirs pour visiter Paris et New Delhi afin de chercher des 'clarifications' sur l'avenir des Etablissements. Une fois arrivée à Paris début juillet 1949, la délégation essaya d'obtenir ces fameuses clarifications. Malheureusement, elle ne fut pas très bien reçue par le Ministre de la France d'outre-mer et le Président de l'Assemblée nationale qui avaient de sérieux doutes sur la légalité de la délégation.

Ce ne fut pas le cas à Delhi.

Alors que la délégation venait juste d'arriver dans la capitale française, Nehru télégraphia à son ambassade à Paris qu'il acceptait la résolution des Conseils municipaux et qu'il recevrait officiellement la délégation :

Une délégation de l'Inde française de trois personnes menée par M. Goubert et incluant Kamendra Mudaliar et Balasubramaniam Pillai est partie pour Paris pour des discussions avec le Gouvernement français sur l'avenir des Etablissements français. Ils ont annoncé qu'à leur retour ils passeraient à New Delhi pour avoir des discussions similaires. Nous les avons informés de notre volonté de les recevoir.¹²⁷

Mais, point intéressant, Goubert, ajoutait Nehru, avait déjà rencontré P.A.

Menon, Secrétaire adjoint¹²⁸ dans le ministère des Affaires extérieures :

....Pour votre information, M. Goubert qui est le leader du Parti socialiste et le ministre de l'Administration générale a dit à P.A. Menon, il y a un mois ou

¹²⁶ Rappelons-le, chef du Parti socialiste des Indes françaises.

¹²⁷ *SWJN, Series II, Vol. 12, p. 417.*

¹²⁸ A ne pas confondre avec V.K. Krishna Menon, le représentant indien aux Nations unies.

deux, que son parti soutiendrait le règlement de l'avenir de l'Inde française sans référendum par une conférence tripartite. Si le Gouvernement de l'Inde garantissait l'autonomie des Etablissements pour la période de transition, son parti insisterait sur l'union avec l'Inde soit à la conférence tripartite, soit avec un référendum si le Gouvernement français refusait la conférence.

Il concluait son télégramme en demandant à son ambassadeur de se tenir « informé des activités de la délégation ».

Le 5 août, il déclara au cours d'une conférence de presse :

En ce qui concerne les autres Etablissements, comme Pondichéry, etc., il va y avoir un référendum vers le mois de décembre. Vous avez peut-être entendu dire qu'une délégation des Territoires français s'est récemment rendue à Paris, et puis qu'elle est venue ici et que nous avons eu des discussions avec eux. En fait, nous leur avons dit exactement ce qu'a toujours été notre politique.

Il précisa encore une fois quelle était la politique de son gouvernement et de son parti et conclut par les contreparties qu'il entendait proposer :

...Un endroit comme Pondichéry, après ces 250 ou 300 ans de domination française, a développé beaucoup d'habitudes françaises, d'habitudes culturelles françaises et de traditions que nous acceptons. Nous ne voulons pas les retirer.

Fin juillet, Goubert et ses collègues étaient de retour à Delhi où ils furent immédiatement reçus par Nehru.¹²⁹ Goubert déclara qu'il n'y avait aucune différence de base entre la position de son Parti socialiste des Indes françaises, qui avait le soutien des populations dans l'Inde française, et le Congrès national indien, puisque tous les deux désiraient l'union des Territoires français avec l'Inde.¹³⁰

La seule chose qui tracassait Goubert, c'était les attaques venant de la branche du Congrès du Tamil Nadu contre lui et ses collègues. Il demanda donc au Premier ministre d'user de son influence [*good offices*] pour empêcher ces attaques qui n'avaient plus de raison d'être. Pour Nehru, il n'y avait pas de problème :

¹²⁹ Ce jour-là, les notes de l'entrevue étaient prises par Baig, qui était présent à l'entrevue.

¹³⁰ *SWJN, Series II, Vol. 12, p. 5.*

Le Premier ministre a reconnu qu'une fois que l'Inde française aurait rejoint l'Union indienne il y aurait très peu de rivalité locale, et au cas où son aide et celle de son Gouvernement seraient utiles, il [Goubert] pourrait compter dessus. Il a, cependant, indiqué qu'un peu d'opposition locale doit toujours exister.¹³¹

Goubert repartait donc de Delhi¹³² avec l'intention d'annoncer la décision de son parti en faveur de l'union avec l'Inde, mais c'était sans compter sur les ressources de l'ambassadeur Lévi qui proposa aussitôt un statut d'autonomie pour les cinq comptoirs. Une sorte de république libre qui pourrait s'associer avec l'Inde et la France formant ainsi une sorte de condominium. Cette proposition, que Lévi avait annoncée sans en informer Paris, ne plut pas beaucoup aux ministères parisiens qui, aussitôt, firent une contre-proposition donnant aux Etablissements un statut similaire à celui accordé au Vietnam.

Nous n'entrerons pas ici dans les subtilités de la politique des deux ministères et les statuts juridiques des différents projets de loi, et nous reviendrons plutôt sur Nehru, qui sincèrement croyait que Goubert était passé du côté de l'Inde.

Comme promis, Nehru écrivit le 5 août à Kala Venkatarao, le chef du Congrès du Tamil Nadu, pour lui demander de ne plus critiquer Goubert et son parti.

Nous avons récemment eu des conversations avec les représentants du Parti socialiste et ils se sont exprimés en faveur de l'union avec l'Inde. En vue de cela, il n'est pas désirable pour le parti du Congrès de Pondichéry d'entrer en conflit avec le Parti socialiste à ce sujet. J'espère que discrètement vous les influencerez dans ce sens. Je joins la copie d'une lettre que j'envoie au Premier

¹³¹ *SWJN, Series II, Vol. 12, p. 419.*

¹³² L'autre question que Goubert discuta avec Nehru était la terminaison de l'union douanière qui avait amené beaucoup de difficultés pour le peuple. Le compte-rendu nous dit : « En ce qui concerne l'Union douanière le Premier ministre a déclaré qu'il a reconnu que l'on devrait arriver à une décision rapide et qu'il pense que la question était à présent à l'étude. Il a demandé à M. (P.A.) Menon d'étudier la question le plus tôt possible.... »

ministre de Madras. Vous devez aussi conseiller au parti du Congrès [de Pondichéry] de coopérer avec notre Consul général, Shri Rashid Baig.¹³³

Nous voyons encore que Nehru contrôle complètement Baig, qui orchestrait la lutte pour la 'libération de Pondichéry' depuis le consulat indien.

Comme mentionné dans la lettre citée plus haut, Nehru écrit également à Kumaraswami Raja, le Premier ministre de Madras pour lui demander aussi de collaborer avec Goubert :

Comme vous devez le savoir, nous avons récemment reçu une députation du Parti socialiste de Pondichéry, etc. Ce parti a été dans le passé un parti officiel soutenant plutôt le Gouvernement français et l'Union avec la France.

...Ils se sont maintenant rendus compte qu'il était avantageux pour Pondichéry de rejoindre l'Union indienne. Nous avons eu de longs pourparlers avec eux et leur position a été clarifiée. En vue de ce changement dans leur attitude et leur désir de joindre l'Union indienne, il serait désirable d'éviter des conflits internes entre le parti du Congrès et le Parti socialiste à Pondichéry.

Je suggère qu'aucune déclaration ne soit faite par des représentants [du Congrès] et si quelque chose est dit, nous devons en être informés et nous agirons en conséquence.

Pour le moment je vous demanderais d'exercer votre influence pour empêcher des conflits dans Pondichéry entre des groupes rivaux, en tout cas entre le parti du Congrès et le Parti socialiste.¹³⁴

Ce que Nehru ne savait pas encore, c'est que le 'transfuge' Goubert avait encore une fois changé son fusil d'épaule et, aussi rapidement qu'il avait pris une position en faveur de l'Inde, il était repassé avec la France.¹³⁵

¹³³ *SWJN, Series II, Vol. 12, p. 421.*

¹³⁴ *SWJN, Series II, Vol. 12, p. 422.*

¹³⁵ Il faudra maintenant attendre cinq ans pour qu'il retourne définitivement dans le camp indien, avec toutes les conséquences que cela aura pour les Indes Françaises, mais le vent aura beaucoup changé à ce moment-là.

En septembre 1950, Nehru écrivit à Purushottamdas Tandon, qui venait juste d'être élu Président du Congrès à la session de Nasik¹³⁶. Cette lettre a d'autant plus d'importance que Nehru n'avait pas un très bon rapport avec Tandon :

J'aimerais votre aide et coopération sur la question des Etablissements français du sud de l'Inde. Le Gouvernement français de ces Etablissements a encouragé toutes sortes de gangsters là-bas, particulièrement à Pondichéry. Ceux-ci essaient de réprimer les partisans de l'union [avec l'Inde]. Nous sommes généralement restés calmes, à part quelques protestations de temps à autre. Je pense qu'il serait désirable pour les comités du Congrès dans les districts environnants du Sud-Arcot et de Tanjore de montrer un certain intérêt dans la question. Ils ne doivent pas, bien sûr, le faire au nom du Gouvernement. Ils ne doivent même pas mentionner le Gouvernement au cours de ces activités. Ils ne doivent rien faire d'incorrect. Ils peuvent, cependant, de leur côté aider de différentes manières le mouvement pour l'union et ainsi encourager les sentiments pro-union de la population de l'autre côté [français]. Ils devraient autant que possible coordonner leurs activités avec les groupes pro-union de l'autre côté.¹³⁷

Je vous serais reconnaissant de donner des instructions au comité provincial du Congrès dans ce sens. Je pense qu'il ne doit pas être fait mention du Gouvernement.

Le même jour, Nehru envoyait une lettre sur un ton similaire à Kumaraswami, le Premier ministre de Madras, pour lui demander d'aider discrètement 'les groupes pro-union et les membres du Congrès lorsqu'ils viennent sous votre juridiction. Bien sûr cela doit être fait sans trop de tapage [fuss].' Il ajoutait que le gouvernement de Madras pourrait retirer les permis des commerçants pondichériens ayant des boutiques à Madras.

Nous pourrions donner un autre exemple montrant que Nehru contrôlait bien la situation. A la mi-juin 1954, les comptoirs commençaient à tomber l'un après

¹³⁶ Contre le souhait de Nehru.

¹³⁷ *SWJN, Series II, Vol. 15 (1), p. 84.*

l'autre aux mains des 'populations' locales. Yanaon était évacué par l'administrateur en vue de l'attaque imminente de forces de 'libération' indiennes¹³⁸. Selon des témoins oculaires, 200 policiers en civil (des forces paramilitaires) attaquèrent le commissariat et prirent en charge l'administration. C'était le moment où Mendès France arrivait au pouvoir à Paris.

Nehru exerça alors sa modération pour garder une sorte de légalité et ne pas envenimer ses relations avec la France. Il avait bien compris qu'avec Mendès France, l'Inde avait une très bonne chance de résoudre le problème d'une manière pacifique, légale et définitive. Il ne voulait pas rater cette chance en donnant son aval à des mouvements de foule incontrôlables.

Il écrivit donc à Sanjiva Reddy¹³⁹, le Premier ministre de l'Etat d'Andhra Pradesh,

Je vous écris au sujet de Yanaon. J'ai appris qu'avec des réfugiés de Yanaon, notre Police armée [Armed Police] a vraiment participé à l'arrestation de policiers français et d'autres fonctionnaires de Yanaon. De plus certains membres de notre Police armée continue à jouer un rôle là-bas. Ce n'est pas correct et cela nous met dans l'embarras. Le Gouvernement français a fait beaucoup de bruit à ce sujet et les journaux français en ont parlé.

Je pense que notre Police armée doit immédiatement se retirer de Yanaon, si cela n'a pas déjà été fait. Qu'ils restent en civil n'est pas suffisant. Ils doivent se retirer, discrètement bien sûr et sans tapage et sans que cela soit signalé.

On pourrait proposer à la population de Yanaon des fonctionnaires retraités compétents, juste pour les aider à mettre en place une administration provisoire. Nous devons être très prudents en ce qui concerne ces enclaves françaises. Tout le monde connaît notre totale sympathie pour les éléments de pro-union, mais toute association officielle avec eux doit être évitée parce que cela affaiblit notre cause et fait apparaître que les populations de ces Etablissements ne tiennent pas trop à l'union.¹⁴⁰

¹³⁸ Menées par un certain Dadala, « sous-officier déserteur des forces publiques », d'après les Français, mais qui était considéré comme un héros libérateur pour les forces pro-indienne.

¹³⁹ Futur Président de l'Inde.

¹⁴⁰ *SWJN, Series II, Vol. 26, p. 434.*

On pourrait multiplier les exemples. Au moment où l'accord pour le transfert *de facto* avait été accepté à Paris, à la fin de juillet 1954, Mendès France avait demandé à Nehru de le garder secret afin qu'il puisse obtenir, sans trop de problème, l'approbation à l'Assemblée nationale. Nehru alors donna des ordres très stricts pour arrêter toute agitation.¹⁴¹ Mais il serait trop long de citer tous les exemples. Une chose est sûre, le Premier ministre avait depuis le début un contrôle assez strict sur la situation.

Un autre point, que nous avons signalé plusieurs fois en passant, mérite d'être souligné, c'est ce qu'il est convenu d'appeler la 'voyoucratie politique' en vogue grâce à certains hommes politiques pondichériens et à leurs vieilles habitudes de truquer les élections.¹⁴²

En fait, il y a un bien meilleur terme en hindi pour décrire ce fait social : le *goonda raj* ou 'la loi des bandits'. Ces truands à la solde d'hommes politiques, prêts à tout pour quelques roupies de plus, et d'abord à passer dans l'autre camp, étaient des grands spécialistes du bâton (*lathis*) et de la distribution gratuite d'alcool ou de billets de banque¹⁴³. Chaffard parlant des élections municipales¹⁴⁴ d'octobre 1948 écrit :

¹⁴¹ Nehru écrit : « Il est nécessaire que de notre côté nous nous comportions avec circonspection afin d'éviter des incidents. Nous ne devons aussi pas couper les approvisionnements essentiels d'aucune sorte dont les populations ont besoin. ...Nous vous conseillons d'éviter tout ce qui pourrait amener à des incidents indésirables. Ainsi, [par exemple] en postant des piquets de grève ou en interrompant les approvisionnements. Cela doit être évité. »

¹⁴² Les "bâtonniers" ou voyous, utilisant de grands bâtons, régnaient en maître les jours d'élections. Ils se chargeaient d'aider les hommes politiques à 'consulter' le peuple sur ses opinions politiques. Les plus forts étant souvent ceux recevant le patronage officiel.

¹⁴³ Ce *goonda raj* fleurit maintenant dans certains Etats du nord de l'Inde, mais il ne faut pas oublier que ce fut une spécialité des Indes françaises plus de cent ans avant de migrer vers le nord. Comme le fait remarquer Chaffard, les autorités françaises n'étaient pas toujours (pas souvent, pourrait-on même dire) innocentes. Le Commissaire de la république Ménard, n'essayait-il pas jusqu'aux derniers moments de l'Inde française, de 'recruter' avec des 'fonds secrets', des hommes de paille prêts à former un parti pro-français ?

A Pondichéry, le Parti socialiste de l'Inde française¹⁴⁵, enlève les 102 sièges du Conseil municipal. Les *goondas* ont distribué alternativement les coups et l'alcool. Les assesseurs des autres partis n'ont même pas pu accéder aux bureaux de vote, l'administration coloniale a fermé les yeux. C'a été une farce !¹⁴⁶

Un journaliste de l'Agence France-Presse écrira :

Couronnement : Goubert, [l'ex-greffier] est élu député de l'Inde française en juin 1951, après une campagne où, d'après de nombreux témoins, furent employés les pires moyens de pression et de truquage. Bref, il récolta 98% des suffrages...et aussitôt s'affilia à l'UDSR qui avait besoin d'un quatorzième membre pour compléter son groupe. L'élection fut validée.¹⁴⁷

Sri Aurobindo, à qui on avait envoyé un des projets de loi visant à donner une grande autonomie aux Etablissements dans le sein de la République indienne, envoya ses commentaires à Banerjee, le Consul de l'Inde à Pondichéry :

Il y a un point sur lequel je voudrais faire une observation, que je considère d'importance primordiale. Le Gouvernement français voudrait naturellement que les droits démocratiques qu'il a concédés à l'Assemblée locale et aux municipalités locales puissent continuer pleinement. Le Gouvernement de l'Inde aussi, sans aucun doute, voudra que ce nouveau territoire ait une constitution aussi démocratique que celle des autres parties de l'Inde. Mais si rien n'est changé dans les conditions locales et que la liberté soit laissée à un certain type d'hommes politiques et de leaders de parti de se servir de toutes les occasions pour tout pervertir à leur propre profit, comment pourra-t-on empêcher que ne se perpétue l'ancien état de choses ?

¹⁴⁴ Par contre les élections à Mahé n'avaient pas pu avoir lieu car les registres d'état civil et les listes électorales avaient été brûlées par les émeutiers lors des incidents d'octobre 1948.

¹⁴⁵ De Goubert.

¹⁴⁶ Chaffard, Georges, *Les carnets secrets de la décolonisation*, (Paris : Calmann-Lévy, 1965), p. 211.

¹⁴⁷ Cité par Chaffard, op. cit. p. 212.

...Cela ne peut être assuré par une constitution sur papier. La juste personne qu'il faut à la place qu'il faut, cela seul pourrait l'assurer. ¹⁴⁸

Il est difficile de dire si cet état de fait joua en faveur de la France ou de l'Inde. L'une et l'autre tour à tour utilisèrent les *goondas*. Dans le cas de l'Inde, cependant, on peut considérer, comme Nehru l'avait écrit à Indira Gandhi dans une de ses leçons d'histoire sur la Révolution française que « les agitateurs ne sont que des gens mécontents de leur condition et qui n'ont qu'un désir : que cela change, et ils agissent en conséquence ».

f- La Conférence de Genève et les Etablissements français en Inde

Depuis longtemps nous étions intrigués par la remarque que nous avait faite un jour un collègue connaissant bien François Baron, l'ancien Gouverneur des Indes françaises. Dans les années soixante-dix, Baron aurait mentionné en passant : « Le sort des comptoirs s'est joué à la Conférence de Genève et c'était un 'deal' (un marché) entre Mendès France et Nehru. »

Cette phrase était restée dans un petit coin de notre mémoire et nous avons souvent pensé qu'il serait intéressant d'essayer d'élucider cette réflexion de l'ancien Gouverneur.

Mais il nous faut revenir un peu en arrière pour comprendre les enjeux et le déroulement de la Conférence sur l'avenir de l'Indochine, réunie à Genève à la fin d'avril 1954.

Même si l'Inde n'y participait pas directement, elle se sentait concernée à beaucoup d'égards. Nehru pensait que c'était le sort de l'Asie qui se jouait à Genève : soit les pays comme le Vietnam obtenaient finalement leur 'libération', soit le conflit reprenait de plus belle, et cela avait de fortes chances d'aboutir, selon lui, à une guerre nucléaire dans laquelle toute l'Asie serait impliquée.

¹⁴⁸ Sri Aurobindo, *Birth Centenary Library*, (Pondichéry, Sri Aurobindo Ashram Trust, 1972), Volume 26, p. 417.

Il ne faut pas oublier que la semaine même où débutaient les pourparlers à Genève, l'Inde et la Chine signaient le fameux accord du Panch Sheel dont nous avons déjà parlé.

Cet accord, basé sur les cinq principes de co-existence, devait, pour Nehru, révolutionner les rapports entre les nations asiatiques. Après l'accord sino-indien,¹⁴⁹ Nehru pensait que tous les pays asiatiques, à commencer par la Birmanie et l'Indonésie, signeraient entre eux des accords bi-latéraux similaires et que l'Asie pourrait progressivement devenir une zone de paix au milieu de la guerre froide.

Cela explique l'intérêt du Premier ministre indien pour les pourparlers de Genève. Ce serait aussi sûrement, pensait-il, une occasion de rencontrer les dirigeants français et de régler le contentieux franco-indien. La bataille de Dien Bien Phu faisait rage.¹⁵⁰ N'était-il pas plus facile de négocier avec une France affaiblie ? Bien que l'Inde n'eût pas été invitée officiellement, Nehru envoya souvent à Genève Krishna Menon, son représentant aux Nations unies, pour prendre le pouls de la Conférence et éventuellement proposer les services de l'Inde comme médiateur (et plus tard comme observateur neutre).

Le 27 mai, Georges Bidault, le ministre français des Affaires étrangères écrivait dans un télégramme, après une entrevue avec Menon : *«L'envoyé de M. Nehru n'avait aucun plan à présenter. Il était surtout chargé de faire savoir que l'Inde accepterait éventuellement d'envoyer des contingents militaires pour participer au contrôle d'un armistice en Indochine. »*

¹⁴⁹ Sous le prétexte d'un « Accord entre la République indienne et la République Populaire de Chine pour le commerce et autres relations avec la Région chinoise du Tibet et l'Inde », qui, nous l'avons vu (page 4), n'était qu'un accord de transit pour les marchandises et les pèlerins en route vers le Tibet, le concept des Cinq Principes avaient été introduits. Malheureusement pour les Tibétains, il entérinait l'occupation de leur pays par les Chinois.

¹⁵⁰ Deux semaines après le début de la Conférence, la base française tombera aux mains des forces de Ho Chi Minh.

Bidault devait tout de même dire au représentant Américain Bedell Smith : « *Le principe d'une participation indienne soulèverait sans doute des objections de notre part.* »¹⁵¹

Nous verrons que ces objections disparaîtront très rapidement par la suite.

Une semaine plus tard, Bidault rencontra à nouveau Krishna Menon et, après une discussion sur le problème des modalités du regroupement de forces au Vietnam, qui était la question la plus difficile à résoudre avant de pouvoir aborder la question du contrôle, Menon insista beaucoup sur l'importance d'un cessez-le-feu immédiat, sur lequel Bidault n'était pas d'accord. La France ne pouvait pas abandonner le Laos et le Cambodge, et la France n'accepterait jamais de préalable 'politique' de la part du Viet Minh.

A la fin de l'entretien, la question des Etablissements français fut abordée, mais Bidault coupa court à toute discussion : « *Je lui ai demandé de comprendre qu'un pays qui connaît les difficultés que la France affronte actuellement n'est pas en mesure, ni en disposition de faire de grandes concessions.* » Menon, rapporte le Ministre français, n'insista pas sur ce sujet.

Bidault conclut l'entretien en disant au représentant indien que si le problème du regroupement pouvait être résolu par les militaires des pays concernés, « *c'était peut-être l'Inde qui détenait la clef du problème du contrôle international de l'armistice.* »¹⁵²

Il faut quand même rappeler que des négociations sur l'avenir des Etablissements s'étaient ouvertes à la mi-mai à Paris. Conduites par B.K.Nehru, le Secrétaire général du ministère des Affaires extérieures, et Guy de la Tournelle, son homologue au Quai d'Orsay, elles étaient de 'petites négociations', comme dit Chaffard dans ces « *Carnets secrets de la décolonisation* », les 'grandes' négociations de Genève absorbant toute l'énergie de la diplomatie française. Sans volonté d'aboutir et sans direction politique, ces pourparlers à Paris n'avaient que peu de chance de se conclure positivement. Il restait aux

¹⁵¹ Archives diplomatiques du ministère des Affaires extérieures, Asie – Océanie (ADMAE), Dossiers généraux, Conférence de Genève, Cartons 228.

¹⁵² ADMAE, Dossiers généraux, Conférence de Genève, Cartons 266.

bureaucrates de discuter de questions techniques. Les négociations échoueront le 4 juin, la France n'étant pas d'accord pour transférer les comptoirs sans référendum et n'acceptant pas, d'autre part, que la police soit sous contrôle indien pendant une période de transition.

Deux jours après cet échec, à l'occasion d'une nouvelle entrevue (6 juin) entre Bidault et Menon au sujet de la commission de contrôle de l'armistice, Menon devait déplorer l'ajournement des pourparlers de Paris et le fait que l'importance de cet échec ait été exagérée. Bidault se borna à suggérer que l'Inde n'avait peut-être pas bien choisi son négociateur.

Bien qu'il fût clair que c'était au camp français de prendre l'initiative, on continuait à tergiverser,¹⁵³ pendant que la maison brûlait dans les comptoirs qui se 'libéraient' l'un après l'autre.

A partir de là, les choses allaient s'accélérer. Le gouvernement Laniel tombait ce même 6 juin et une dizaine de jours plus tard, Pierre Mendès France prenait les rênes à Genève en tant que Président du Conseil et ministre des Affaires étrangères. Nehru s'en réjouit immédiatement. Il écrivait le 22 juin dans une de ses lettres aux Premiers ministres d'Etat, « *La nomination de M. Mendès France en tant que Premier ministre français est un développement très important.* »

Un peu plus loin, il expliquait ainsi la situation en Indochine et à Pondichéry :

Il y a un nouveau gouvernement en France et un nouveau Premier ministre, dont l'approche sera sans doute différente de ce que nous connaissons. Et puis il y a la question indochinoise, avec laquelle nous sommes assez indirectement connectés. C'est pour cela que nous ne voulons pas prendre de mesures en ce qui concerne Pondichéry, car au lieu d'aider, cela pourrait créer beaucoup d'obstacles de différentes sortes.¹⁵⁴

Outre la venue de Mendès France, un autre facteur allait jouer un rôle crucial dans la Conférence de Genève et aider indirectement à trouver une solution pour les possessions françaises en Inde : c'est la proximité de l'Inde et la de Chine. La visite de Zhou Enlai en Inde, en particulier, et les cinq longues discussions qu'il

¹⁵³ En particulier, rue d'Oudinot, au Ministère des Colonies.

¹⁵⁴ *SWJN, Series II, Vol. 26, p. 550.*

eut avec Nehru entre le 25 et 27 juin -- discussions portant sur toutes les questions mondiales, mais surtout sur le problème indochinois -- est à noter. Il y avait clairement une grande intimité et identité de vue entre les deux Premiers ministres.

Pour les Chinois, ce contact avec Nehru était une façon de gagner la crédibilité et l'acceptation dont ils avaient tant besoin. Se posant comme intermédiaire entre la Chine et Ho Chi Minh d'un côté et les puissances occidentales de l'autre, Nehru (et Menon, son arrogant compère), seront vite reconnus comme des interlocuteurs incontournables quand il sera question de la Commission de contrôle pour l'armistice.¹⁵⁵

Krishna Menon, qui ne s'entendait pas avec beaucoup de ses collègues diplomates, avait un faible pour Hoppenot, l'ambassadeur français à New York, auquel il avait l'habitude de faire ses confidences. Ce dernier faisait d'ailleurs remarquer : « *Les confidences de M. Krishna Menon présentent un grand intérêt. Elles complètent utilement les informations que nous recueillons par ailleurs et je verrais avantage à ce que ces épanchements ne se tarissent point.* »¹⁵⁶ Il indiquait que Menon lui paraissait mieux instruit des tendances russes et chinoises que des réserves américaines.

Menon continua à rencontrer régulièrement Hoppenot et le 1 juillet, l'ambassadeur français nous dit : « *Au cours d'un entretien, qui ne fut guère qu'un monologue de sa part, le délégué indien a insisté sur la nécessité pour les négociateurs de faire preuve de la plus grande largesse de vue possible.* »¹⁵⁷ A la fin de son long sermon, Menon mentionna que son gouvernement avait relâché depuis quelques jours sa pression sur Pondichéry et qu'il pensait que le gouvernement français s'en était aperçu. « *Nous ne renonçons à aucune de nos revendications, mais nous ne voulons pas ajouter aux difficultés actuelles de Mendès France.* »

¹⁵⁵ Il existe une très bonne étude des rapports entre la Chine et le Vietnam à cette époque : Chen Jian, *China and the First Indochina War, 1950-54*, (China Quarterly, Vol. 133, 1993), p. 85-110.

¹⁵⁶ ADMAE, Cabinet du Ministre – Mendès France, Carton 2.

¹⁵⁷ Ibid.

Mais les choses s'accéléraient et la date fatale fixée par Mendès France approchait à grands pas. Robert Buron, un libéral du MRP qui avait été nommé ministre de la France d'outre-mer, avait de la sympathie pour les peuples des colonies. Il voulait trouver une solution pour les comptoirs le plus rapidement possible. Le 23 juin, il eut une première réunion avec Guérin de Beaumont, le nouveau Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Ils étaient d'accord : une reprise des négociations était nécessaire à un moment où l'Inde risquait de jouer un rôle important dans l'après-Conférence de Genève.

Mendès France, de Genève, donna immédiatement son accord pour rouvrir des négociations, d'autant plus que la situation dégénérait très vite sur le terrain. Après la chute de Yanaon, c'est Mahé qui risquait d'être 'libérée' par les Indiens. Ostorog, l'ambassadeur à Delhi avait été très clair : si on voulait reprendre les négociations, il fallait prendre un engagement très précis sur la date et les modalités du transfert des Etablissements à l'Union indienne.

Le 6 juillet, le Conseil du cabinet décidait donc d'accepter la proposition de Buron basée sur le rapport d'Ostorog. Ce projet devrait cependant recevoir des garanties culturelles et économiques suffisantes avant qu'un transfert *de facto* ne puisse avoir lieu, et il serait suivi d'une ratification ultérieure.¹⁵⁸

Le 12 juillet, Mendès France eut un très long entretien avec Krishna Menon à Genève. « *Rien de substantiel ne peut être retenu de ces conversations, qui ont consisté essentiellement en monologues de la part de l'homme d'Etat indien, à l'effet de nous faire connaître son opinion sur les grands problèmes mondiaux* » écrira le Président du Conseil français. Durant l'entretien, Menon défendit le Vietminh et les Chinois dont « *les sentiments nationalistes l'emportaient de loin sur l'idéologie communiste.* » Comme à son habitude, Menon n'était que « *sarcasme pour l'incompréhension de la politique américaine.* »

Encore une fois, Menon termina l'entrevue avec la question des Etablissements, mais il affirma que son « *gouvernement n'était préoccupé actuellement que du*

¹⁵⁸ Le transfert *de jure* qui aura lieu en 1962.

*rétablissement de la paix en Indochine, et qu'il ne songeait pas en conséquence à nous entretenir de Pondichéry, ni du Maroc ou de la Tunisie. »*¹⁵⁹

Dans le même télégramme, Mendès France rapporta tout de même qu'Antony Eden considérait avec suspicion les activités de Menon. Il se garda bien de signaler au représentant indien qu'un accord de principe pour le transfert des comptoirs avait été pris une semaine plus tôt. Il était plus sage pour la France d'attendre la fin de la Conférence pour l'annoncer.

Trois jours plus tard, Deschamps, l'administrateur de Mahé, accompagné de deux gendarmes, quittait son poste sur un navire marchand. Une heure après son départ, le drapeau indien flottait sur la Résidence. L'administration était reprise en main par un Comité composé de la plupart des 'rebelles' qui avaient participé à l'insurrection de 1948¹⁶⁰. Il ne restait plus que deux comptoirs. Il était vraiment temps pour la France de trouver une solution.

Le 18 juillet Mendès France écrivit à Buron qu'il n'avait pas encore eu l'occasion d'aborder le sujet avec Menon. Mais la pression montait, non seulement à Genève, mais aussi à Karikal.

La signature de l'accord de Genève

C'est finalement à l'aube du 21 juillet que l'accord sur l'Indochine devait être signé, juste à temps pour respecter la date que le Président du Conseil français s'était fixée pour arriver à un accord. Mendès France avait gagné son pari.

¹⁵⁹ ADMAE, .Dossiers généraux, Conférence de Genève, Cartons 228.

¹⁶⁰ Le 21 octobre 1948, le *Mahajna Sabha*, parti mahésien à tendance Congrès, débuta une campagne contre la fraude électorale, organisée, disait-il, par les partis pro-français. La manifestation dégénéra rapidement et aboutit à la 'chute' de Mahé. Aidés par des éléments armés venus des territoires indiens avoisinants, les insurgés s'emparèrent du Trésor et placèrent l'Administrateur Perrier, délégué du gouvernement français, en garde à vue. Ce n'est qu'après l'arrivée de l'avis *Commandant Bory*, le 26 octobre, que la population, prise de panique, libérera l'Administrateur et restituera le Trésor. Ceci permit au Français, commandant de bord de l'avis, de faire un sermon sur la non-violence aux populations vivement impressionnées. Le fait que des éléments armés de mitraillettes et venus de l'extérieur participèrent à la prise de Mahé montre que la politique de Gandhi n'était pas toujours pratiquée par les membres du Congrès.

Le lendemain matin à Delhi, Nehru apprenait la bonne nouvelle, il envoya immédiatement un télégramme à son cher Krishna. Le chef d'Etat indien pensait vraiment que c'était Menon qui avait sauvé les pourparlers et il se devait de le féliciter pour son rôle :

Mes félicitations affectueuses pour votre réussite à Genève, à laquelle votre travail incessant, discret et très efficace a sans aucun doute énormément contribué. Votre action est largement reconnue et appréciée en Inde....

Puis Nehru enchaînait sur les Etablissements français :

...Je présume que vous reviendrez en Inde dès que vous estimerez que vous avez fini votre travail à Genève. Je voudrais suggérer, et vous pouvez le considérer de votre côté, que vous visitiez brièvement Paris pour voir Mendès France. Le principal objectif est de lui transmettre mes félicitations et vos propres remerciements.

En même temps, si vous pensez que c'est opportun, vous pourriez exprimer l'espoir en mon nom que la question des Etablissements français en Inde soit réglée très bientôt d'une manière satisfaisante, par là-même aidant à promouvoir l'amitié indo-française. Ce serait un geste approprié après les accords sur l'Indochine. Je ne veux pas que vous marchandiez sur ce point ou que vous pressiez Mendès France lorsqu'il est déjà si préoccupé. Mais une mention en passant pourrait porter ses fruits. ¹⁶¹

En même temps, Nehru en profite pour donner une idée à Menon de la situation sur le terrain, plus que catastrophique pour la France :

Pour votre information, 60% des Etablissements français en Inde sont déjà libérés du contrôle français. Seuls Pondichéry et Karikal restent avec les Français et même Karikal ne peut pas continuer pendant longtemps. La position [juridique] des territoires libérés est très anormale et quelque chose doit donc être fait pour résoudre ce problème très bientôt.

Et il concluait : « *Dans le cas où vous mentionnez cela à Mendès France je ne veux pas qu'une mention publique en soit faite ici ou ailleurs...* ».

¹⁶¹ *SWJN, Series II, Vol. 26, p. 435.*

Dans les jours suivants, Menon fera de son mieux pour rencontrer Mendès à Genève, mais celui-ci, épuisé, est rentré en France le 22 juillet. Il suggère donc à Menon de venir le voir à Paris. Mais le Président du Conseil est parti à la campagne se reposer. Il demande donc à Menon de rencontrer Guy la Chambre. Plus tard, Mendès France devait remarquer : *« Il semble que Krishna Menon en ait été mécontent, considérant probablement qu'un ministre n'était pas pour lui un interlocuteur suffisant. Il a indiqué expressément que son prestige personnel était en jeu. »*¹⁶²

Entre-temps, Menon était parti pour Londres. Mendès France demanda alors à Massigli, son ambassadeur à Londres, de le recevoir et de le dissuader 'absolument' de revenir à Paris pour essayer de l'y rencontrer. Dans un télégramme daté du 26 juillet, Mendès France informait en outre l'ambassadeur que Menon avait officieusement assisté à la Conférence de Genève et qu'il y avait manifesté *« une intense activité, pratiquement inutile d'ailleurs. »*

Mendès concluait son télégramme par ces mots : *« Il n'en reste pas moins qu'il faut éviter d'irriter ce dernier qui est d'une grande vanité et qui cherche systématiquement à se mettre en valeur et à s'attribuer un rôle dont personne ne semble vraiment l'avoir chargé. »*¹⁶³

Massigli vit donc Menon le lendemain à Londres, un Menon « apaisé, mais non encore résigné. » Massigli commenta la visite :

J'ai fait mon possible pour lui ôter tout espoir et je me suis offert à transmettre tout message ou toute suggestion qu'il souhaiterait vous faire parvenir. Mais évidemment, mon ancien collègue ne m'estime pas digne de recevoir ses plus secrètes confidences.il se rend compte que s'il n'était pas reçu par vous, il lui serait par trop difficile de vous prêter, comme il en a assez l'habitude, des propos que vous n'auriez pas tenus.¹⁶⁴

Finalement, Menon ne pourra voir Mendès France pour lui demander de 'récompenser' l'Inde, mais Nehru demeurait persuadé que Menon avait sauvé la

¹⁶² ADMAE, .Cabinet du Ministre – Mendès France, Carton 7.

¹⁶³ Ibid.

¹⁶⁴ Ibid.

Conférence. Dans une lettre à Rajagopalachari qui le félicitait pour la participation indienne, il écrivait le 29 juillet :

En fait, je n'ai pas fait grand chose si ce n'est de m'accrocher à un certain point de vue et une certaine politique et de l'exprimer aussi poliment et fermement que possible. Mais Krishna Menon a certainement fait un travail excellent à Genève. J'ai beaucoup de doute qu'un règlement serait intervenu à Genève, s'il n'y avait pas eu les efforts de Krishna. Bien sûr, d'autres ont aussi vraiment essayé.¹⁶⁵

Mais Mendès France, même s'il n'avait pas rencontré Krishna Menon, avait tenu ses promesses. Le 29 juillet, le gouvernement indien reçut de nouvelles propositions qui allaient être cette fois acceptées. Dans une note au Secrétaire général, le Premier ministre indien écrivait le 1^{er} août :

Je n'ai aucun doute que la proposition que nous avons reçue de M. Mendès France indique une décision dans l'esprit du Gouvernement français de résoudre cette question des Etablissements français en notre faveur. La seule chose, c'est qu'ils tiennent beaucoup à ce que cela se passe d'une façon méthodique et digne, afin de maintenir leur prestige. Nous devons les aider dans ce sens et rendre les choses faciles pour eux. Nous n'avons aucun désir de les blesser dans leur dignité....

....Nous devons prendre acte que le contrôle *de facto* des secteurs libérés nous revient immédiatement. Nous devons réfléchir aux dispositions à prendre dans ces secteurs. Nous devons nous immiscer le moins possible dans l'organisation interne. Bien sûr, nous devons envoyer quelqu'un pour prendre la responsabilité et, peut-être, des forces de police. Autrement, les communes locales doivent continuer à fonctionner normalement. Le fait que presque 60 % du total des régions aient été libérées et soient sous notre contrôle est une garantie pour l'avenir.

¹⁶⁵ *SWJN, Series II, Vol. 26, p. 360.*

A la fin il conseillait à son Secrétaire général d'expliquer discrètement la situation aux dirigeants politiques locaux car Mendès avait demandé de ne pas divulguer les choses tant que la question ne serait pas passée à l'Assemblée nationale :

Nous devons garder cette question secrète. Mais on peut certainement leur dire que nous avons beaucoup d'espoir pour aboutir à un règlement avec le nouveau Gouvernement français et particulièrement avec M. Mendès France. Vu l'état des choses, il est mieux d'éviter qu'une crise quelconque ne se développe ou que des incidents malheureux n'aient lieu.¹⁶⁶

Il en informa également Kewal Singh, le Consul général indien, par un télégramme¹⁶⁷ daté du 13 août :

Je suis persuadé que le Gouvernement français actuel sous Mendès France est tout à fait sincère dans les propositions qu'il nous a faites, et nous les accepterons. En fait, comme vous savez, il n'y a vraiment aucune possibilité pour les Français de rester longtemps à Pondichéry. Ils le savent.

...Il est évident que Mendès France rencontre une opposition considérable, principalement sur le sujet de la Tunisie, bien que Pondichéry soit mis dans la même catégorie. Nous estimons que nous devrions éviter autant que possible d'embarrasser Mendès France.¹⁶⁸ Je pense que Mendès France prévaudra finalement.¹⁶⁹

Le 9 août, la possibilité d'une évacuation de Pondichéry comme à Mahé avait été annulée et la mission de l'*aviso Sénégalais* qui devait effectuer l'évacuation avait été décommandée par le gouvernement français. Nehru avait dit à son Secrétaire général : « *Ils ont même offert de partir sans accord, mais nous n'avons pas accepté.* »

¹⁶⁶ *SWJN, Series II, Vol. 26, p. 436.*

¹⁶⁷ Kewal Singh avait écrit que les partis nationalistes avait accepté de relâcher l'agitation dans l'espoir d'une annonce imminente d'un accord entre la France et l'Inde.

¹⁶⁸ Mendès France. voulait présenter ces propositions à l'Assemblée Nationale au plus tard à la fin du mois d'août.

¹⁶⁹ *SWJN, Series II, Vol. 26, p. 437.*

Le 27 août, Mendès France gagnait son deuxième pari : les députés approuvaient ses propositions avec 371 voix contre 215.

Les négociations pour les modalités du transfert pouvaient commencer.

Le 18 octobre 1954, dans un hangar rapidement érigé, les quelque 181 représentants du peuple des Etablissements se réunirent et votèrent à une écrasante majorité (170 contre 8) en faveur du rattachement à l'Union indienne. Le plus drôle était que le hangar où l'élection eut lieu était bâti pour moitié sur le territoire français et pour moitié sur le sol indien afin de permettre à ceux qui avaient choisi l'Inde de ne pas tomber sous le coup d'un mandat d'arrêt français lorsqu'ils viendraient voter. Ils étaient soit 'patriotes' soit 'transfuges', suivant que l'on voyait les choses du côté indien ou français. Ce jour-là, on en finit rapidement avec ce qui restait des Indes françaises.

« La culture française a trop longtemps rayonné dans nos territoires pour que nous n'entendions pas conserver et sauvegarder ce trésor dans l'éternité des temps » furent les derniers mots du Président de séance. Le 31 octobre les Français partaient définitivement de Pondichéry ; Menon n'avait pas eu besoin de rencontrer Mendès France.

Conclusions

La France et l'Inde avaient su saisir le créneau offert par la Conférence de Genève. Le rôle que l'Inde devait jouer dans l'après-Conférence, en tant que Président de la Commission de contrôle, aida considérablement.

Mais il faut quand même dire que la vision de Pierre Mendès et de son Cabinet fut pour beaucoup responsable de ces actions décisives de juin-juillet 1954.

Pour sa part, Nehru avait su aussi ménager la France quand il était nécessaire, et faire pression (d'une façon pas toujours non-violente) quand il l'avait cru bon. Il avait pris soin de sauver ce qui pouvait être sauvé de l'honneur et du prestige de la France, qui n'avait pas eu la sagesse (ou peut-être la possibilité) d'imiter les Britanniques et de partir quand il était encore temps.

On peut regretter que ces deux nations, qui, par certains aspects, étaient si proches, se soient retrouvées de deux côtés opposés sur les deux problèmes qui tenaient le plus à cœur à Nehru : la décolonisation et le non-alignement. La décolonisation étant terminée et le non-alignement n'étant aujourd'hui que passé historique, on peut espérer que dans les années à venir, l'Inde et la France non seulement sauront fonder un partenariat géostratégique, non seulement travailleront à la naissance d'un monde vraiment multipolaire, mais encore sauront collaborer bien plus étroitement dans le domaine culturel et celui des sciences de l'esprit, pour lesquels les deux nations ont une expérience plusieurs fois millénaire.

Bibliographie

Ouvrages de Jawaharlal Nehru

Nehru, Jawaharlal, *Autobiography*, (New Delhi : Jawaharlal Nehru Memorial Fund, 1987)

Nehru, Jawaharlal, *India's Foreign Policy*, (New Delhi: Publication Division, 1961)

Nehru, Jawaharlal, *The Discovery of India*, (New Delhi : Jawaharlal Nehru Memorial Fund, 1982)

Nehru, Jawaharlal, *Glimpses of World History*, (New Delhi : Jawaharlal Nehru Memorial Fund, 1984)

Nehru, Jawaharlal, *Letters to the Chief Ministers*, (New Delhi: Oxford University Press, 1986), en 5 volumes.

Selected Works of Jawaharlal Nehru, Series II, (New Delhi, Jawaharlal Nehru Memorial Fund) 28 Volumes publiés.

Ouvrages sur Jawaharlal Nehru

Gopal, Sarvepalli, *Jawaharlal Nehru: A Biography*, (Bombay : Oxford University Press, 1979), en 3 volumes.

Wolpert, Stanley, *Nehru, A Tryst with Destiny*, (London, Oxford University Press, n.d.).

Autres Ouvrages

Chaffard, Georges, *Les carnets secrets de la décolonisation*, (Paris : Calmann-lévy, 1965).

Neogy, Ajit, *Decolonization of French India*, (Pondichéry : Institut français de Pondichéry, 1997), préface Jacques Weber.

Mathew, K.S., édit., *French in India and Indian Nationalism -- 1700 A.D. - 1963 A.D.*, (Delhi : Pragati Publications, 1999), en 2 volumes.

Rajkumar, N.V., *The Problem of French India*, (New Delhi : Novin Press, 1951).

Subbiah, V., *Saga of Freedom Movement -- Testament of my life*, (Madras : New Century Book House, 1990).

Weber, Jacques, *Pondichéry et les comptoirs de l'Inde après Dupleix -- La démocratie aux pays des brahmanes*, (Paris : Denoël, 1996).